

La Lettre du Levant

Égypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

Direction Générale du Trésor © - N° 173 – 1^{er} trimestre 2020

EDITORIAL

N° 173

1^{er} trimestre 2020

Nous avons décidé, en son temps, de consacrer ce numéro de la Lettre du Levant à l'analyse des échanges commerciaux de la France avec les différents pays de la région au cours de l'année 2019 qui vient de s'achever. Vous trouverez donc au sommaire de ce numéro des articles, rédigés avec le concours des Services Economiques de la région, qui dressent le bilan de la performance commerciale de la France en Egypte, en Irak, en Iran, en Israël, en Jordanie, au Liban et en Palestine. Ces articles nous semblent utiles pour vous éclairer, que vous soyez prospecteur, exportateur, importateur, acteur institutionnel ou analyste, sur la nature des économies de la région et sur leur lien économique et commercial avec la France.

L'actualité a, entretemps, été bouleversée par le développement de ce qui est devenue en quelques semaines la pandémie du Covid-19. Nous y reviendrons en détail dans la prochaine édition de la Lettre du Levant, quand nous commencerons à avoir du recul sur les événements. Mais, sans attendre, on peut déjà constater les impacts de la maladie sur les pays de la région. Ils sont multiples :

- En premier vient le **bilan humain** en nombre de morts et de malades, que les chiffres actuellement disponibles ne permettent pas encore d'apprécier, mais que la qualité au mieux très inégale des systèmes de santé (sans même évoquer le cas spécifique de la Syrie) va malheureusement alourdir. Il est d'ores et déjà certain qu'un très grand nombre cas ne seront jamais recensés ;
- Ensuite viendra le **bilan économique**, consécutif à la quasi-interruption de l'activité pour une période encore indéterminée, et qui est d'ores et déjà estimé à plusieurs points de croissance. La violente baisse du cours du pétrole, liée à la fois à la crise et aux tensions entre pays producteurs, est de ce point vue certes un répit pour les pays importateurs, mais une très mauvaise nouvelle pour les pays exportateurs, l'Irak au premier chef ;
- Les **conséquences sociales**, dans des pays sans réel filet de protection et sans marges de manœuvre budgétaire (sauf peut-être en Israël) sont d'ores et déjà dramatiques, avec une progression très rapide du chômage et de la pauvreté, les emplois les plus fragiles étant les premiers atteints.

Tous ces impacts ne sont pas propres aux économies de la région mais **les tensions sociales et politiques préexistantes, la faiblesse en général de la gouvernance et de l'administration, et les fragilités économiques et financières, se combinent pour créer une incertitude complète sur les perspectives.** Sont plus particulièrement exposés la Syrie, l'Iran (de plus toujours aux prises avec les sanctions américaines) et l'Irak, qui réunit tous les facteurs de risque, à commencer par les pertes de recettes pétrolières. Ce sont ces sujets que nous traiterons dans le prochain numéro, à paraître à la fin du deuxième trimestre de l'année.

D'ici là, nous vous invitons à prendre le plus grand soin de vous et à partager la lecture de cette Lettre.

François de RICOLFIS

Chef du Service Économique Régional

francois.dericolfis@dgtrésor.gouv.fr

PERSPECTIVES REGIONALES

UNE HETEROGENEITE DE SITUATIONS ET DE PARTENAIRES COMMERCIAUX

Alors que les données¹ sur les échanges commerciaux de la France pour l'année 2019 sont désormais disponibles², il est possible d'analyser la performance commerciale de la France dans cette région du monde³. Peut-être plus qu'ailleurs, les échanges commerciaux y sont volatils, fonction de situations économiques et financières qui évoluent rapidement, mais aussi fonction d'un contexte géopolitique régional complexe. L'objectif des articles qui suivent est donc de vous fournir quelques clefs d'analyse et éléments de contexte pour mieux appréhender la performance commerciale de la France dans la région et enrichir vos analyses économiques, financières et commerciales.

Une région importante pour le commerce extérieur français

Les échanges commerciaux de la France avec l'ensemble des pays et territoires de la région se sont élevés en moyenne à 9,7 Mds€ au cours de la décennie 2010-2019. **L'année qui vient de s'écouler est l'une de celles où les échanges auront été les plus faibles (8,6 Mds€) mais durant laquelle l'excédent commercial français (2,4 Mds€) aura été supérieur à la moyenne de la décennie (2,1 Mds€).**

Cette situation s'explique par la forte contraction des importations françaises en provenance d'Irak qui ont diminué de près de 1,5 Md€ sous l'effet des sanctions américaines. Les exportations françaises vers la région ont dans leur ensemble été stables au cours de l'année 2019 (ne progressant que de 1% par rapport à 2018), mais

cette apparente stabilité dissimule des situations extrêmement hétérogènes.

Le contexte régional, les situations économiques et financières des pays de la région et la nature des relations que la France entretient avec eux expliquent, peut-être plus qu'ailleurs, l'évolution des échanges commerciaux

La région est constituée d'un ensemble de pays dont les situations économiques mais aussi politiques évoluent rapidement tant elles sont, pour certaines d'entre elles au moins, vulnérables aussi bien à des chocs exogènes (Iran, Irak, Syrie, Palestine) qu'à des fragilités croissantes de leurs modèles économiques (Liban, Irak, Egypte, Jordanie). Ces situations, auxquelles s'ajoutent un environnement régional compliqué (conflits ouverts, luttes d'influence, sanctions internationales), ont nécessairement un impact sur l'activité des exportateurs et importateurs français ainsi que sur la stratégie d'accompagnement que l'Etat peut leur proposer.

Sans prétendre à l'exhaustivité, les articles qui suivent essaient d'analyser ce contexte pour mieux expliquer à la fois le bilan des années passées et présenter les opportunités qui peuvent exister pour développer ces échanges commerciaux.

Les faits saillants de l'année 2019 peuvent être résumés sur les bases suivantes :

L'Egypte (page 5) est l'un des plus importants marchés de la région pour la France, qui y exporte en 2019 près de 2,3 Md€ (soit 42% du total des

¹ Sauf mention contraire, l'ensemble des données utilisées dans cette publication sont celles des douanes françaises. Elles comptabilisent les exportations (FAB) et importations (CAF), hors échanges de biens militaires.

² <https://www.douane.gouv.fr/fiche/consulter-les-statistiques-du-commerce-exterieur-de-la-france>

³ Égypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

exportations de la région). Portés par un relatif dynamisme économique, les échanges commerciaux ont atteint un record en 2019.

L'Irak (page 8) devient le second fournisseur de la France (qui importe 904 M€ d'Irak en 2019) dans la région, les importations de pétrole ayant bénéficié des sanctions américaines frappant l'Iran depuis la mi-2018. Toutefois, les exportations françaises ont également progressé (+44%) pour s'établir au plus haut niveau constaté depuis 2013.

Sans surprise, les effets des sanctions américaines se sont pleinement ressentis sur les échanges commerciaux de la France avec **l'Iran** (page 11), qui ont diminué de 83% entre 2018 et 2019. En particulier, les achats français d'Iran (38 M€) sont devenus négligeables tandis que les ventes françaises plongent à un niveau proche de celui observé au moment de la guerre Iran-Irak.

Economie la plus développée de la région, **Israël** (page 14) représente le second client de la France dans la région (28% des ventes que les exportateurs français y réalisent) et son premier fournisseur (42% des achats).

Toujours modestes (237 M€), les échanges commerciaux de la France avec la **Jordanie** (page 17) s'inscrivent pour la troisième année consécutive en baisse, souffrant notamment de la morosité de la situation économique du Royaume et de la contraction de son commerce extérieur.

De la même façon, les échanges commerciaux de la France avec le **Liban** (page 19) atteignent un point bas historique (620 M€ contre une moyenne décennale de plus de 1 Md€) et diminuent de plus de 23% en une année – ce qui s'explique notamment par la profonde crise financière que traverse le pays.

Dans les **Territoires palestiniens** (page 22) enfin, la position de la France progresse mais les échanges restent très faibles, conséquence de la faible compétitivité de l'économie palestinienne, des difficultés liées au contexte régional, de la taille et de la nature du marché palestinien ainsi que de la sous-estimation des flux réels par les statistiques douanières tant françaises que palestiniennes.

L'année 2019 aura vu un certain nombre d'évolutions majeures dans les économies de la région qui auront bénéficié de façon différenciée aux acteurs du commerce extérieur français, ce qui révèle à la fois leurs forces et leurs faiblesses – comme par exemple leur capacité à tirer bénéfice du dynamisme et des besoins de certains pays mais aussi leur potentiel parfois sous-exploité.

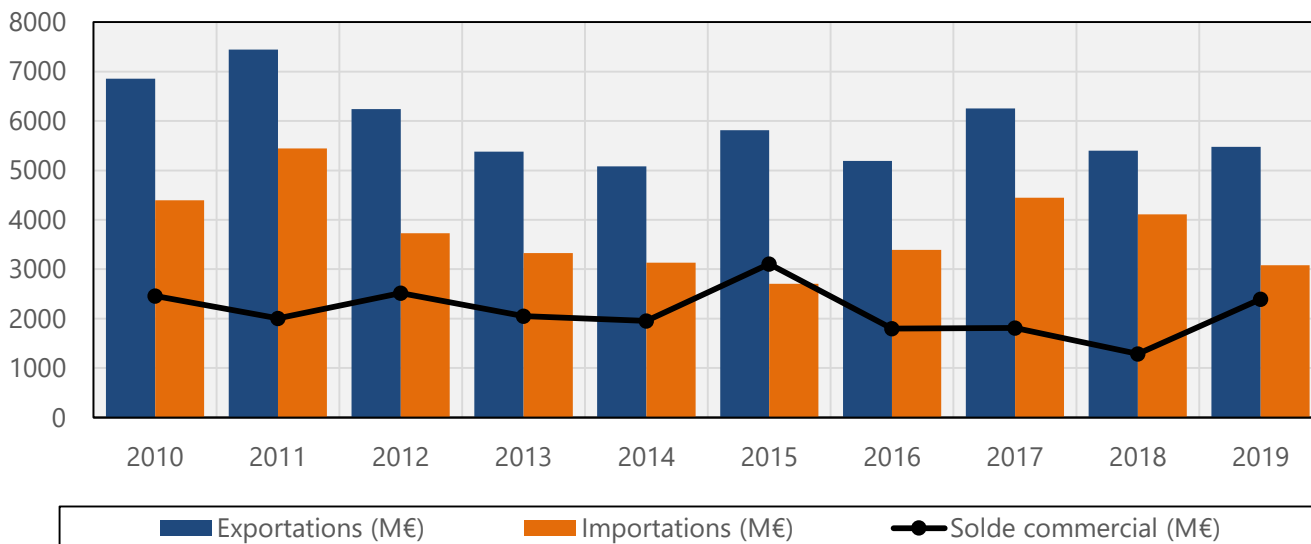
L'année 2020 sera sans aucun doute extrêmement différente de l'année écoulée, en raison des bouleversements majeurs que la pandémie actuelle induira sur l'économie mondiale et le commerce international. Elle aura des impacts sur les entreprises exportatrices françaises – encore l'Etat déploie-t-il un ensemble de mesures pour les soutenir⁴ -, sur les économies de la région (le prochain numéro reviendra sur ce sujet) et sur les canaux du commerce mondial.

Benoît JONVEAUX

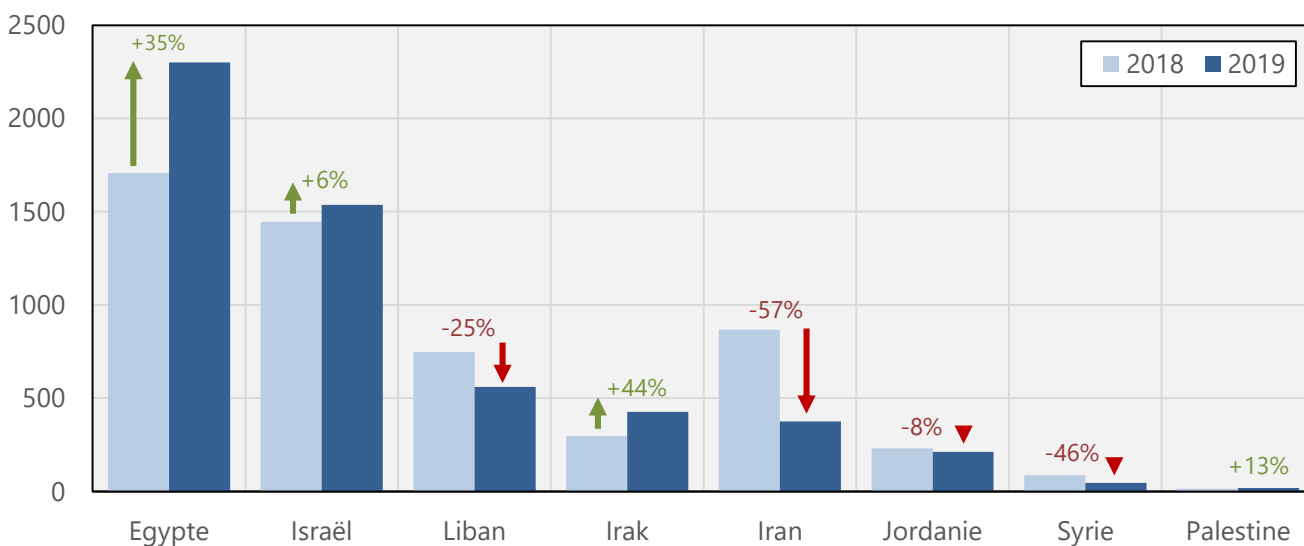
Conseiller financier régional
benoit.jonveaux@dgtresor.gouv.fr

⁴ <https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises>

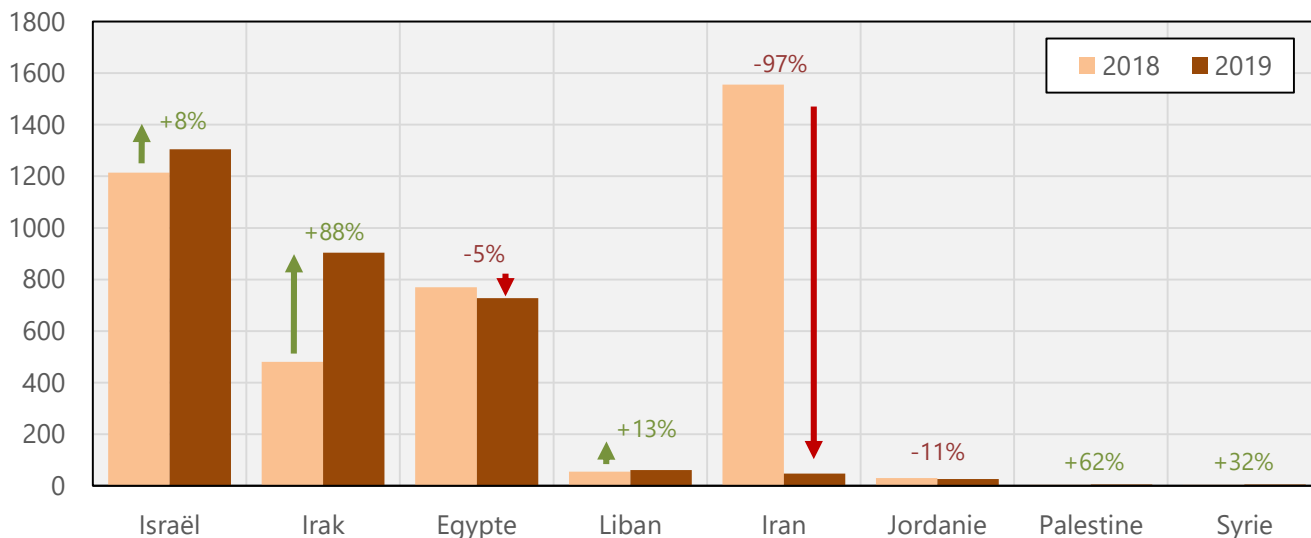
Echanges commerciaux entre la France et la région « Levant, Iran, Irak » (source douanes françaises)



Exportations françaises vers les pays de la région (source douanes françaises, millions d'euros)



Importations françaises en provenance des pays de la région (source douanes françaises, millions d'euros)



EGYPTE

UNE ANNEE RECORD POUR LE COMMERCE BILATERAL

Les échanges commerciaux entre la France et l’Egypte ont atteint en 2019 leur plus haut niveau historique depuis 2012, à 3 Mds€, soit une hausse de 22% en un an. Les exportations françaises atteignent un record de 2,3 Mds€ (+35% en un an), portées par la reprise des ventes de blé et de matériels de transport ainsi que par la bonne performance générale des postes d’exportations traditionnels. Quant aux importations françaises en provenance d’Egypte, elles s’inscrivent en baisse (-5%) pour la première fois depuis quatre ans, à 728 M€. Dans ces conditions, l’excédent commercial français s’améliore fortement (+67,8%) à 1,6 Md€, niveau quasi-équivalent au record de 2015.

2019 : une année record pour le commerce bilatéral

Un volume des échanges est en forte hausse tandis que l’excédent commercial français affiche sa meilleure performance depuis 2015

Le volume des échanges (3 Mds€) représente le montant le plus élevé depuis sept ans (3 Mds€ en 2012 et 3,2 Mds€ en 2011). Les exportations françaises passent de 1,7 Md€ en 2018 à 2,3 Mds€ en 2019 (+35%), le plus haut montant jamais atteint avec l’Egypte. Les importations françaises d’Egypte ont été ramenées de 769 M€ à 728 M€ (-5,4%). Dans ces conditions, l’excédent commercial français est en forte progression (+68%) à 1,6 Md€ alors après une forte contraction en 2018 (937 M€), et ce montant est très proche du record de 2015 (1,64 Md€).

C’est le premier excédent commercial de la France en Afrique (devant l’Algérie, 730 M€), le 3^{ème} au Proche et Moyen-Orient (derrière le Qatar, 3,2 Mds€ et les Emirats Arabes Unis, 1,7

Mds€) et le 8^{ème} mondial. Pour autant, l’Egypte reste encore un partenaire commercial modeste pour la France : elle est son 39^{ème} client (0,5% des exportations) et son 58^{ème} fournisseur (0,13% de nos importations).

Il existe encore une marge de progression dans la mesure où la France n’est que le 12^{ème} partenaire commercial de l’Egypte

D’après les dernières données officielles disponibles de la Banque Centrale d’Egypte, la France était le 12^{ème} partenaire commercial de l’Egypte au cours de l’année fiscale 2018/19 (et le 11^{ème} au cours de l’année fiscale 2017/18), avec 3% des échanges totaux égyptiens et son 5^{ème} partenaire européen (derrière l’Italie, l’Allemagne, le Royaume Uni et la Suisse).

La France était le 12^{ème} fournisseur de l’Egypte avec une part de marché de 3,1% (en recul de quatre places par rapport à 2017/18) et son 11^{ème} client (stable), absorbant 2,5% des exportations égyptiennes. L’enjeu des prochaines années portera autant sur la confirmation des bons résultats 2019 que sur l’amélioration du positionnement de la France par rapport à ses concurrents, notamment européens.

Après avoir diminué en 2018, les exportations françaises atteignent un montant record (+34,8% à 2,3 Mds€) portées par les secteurs aéronautiques, automobiles et céréaliers

Deux facteurs principaux : la reprise des ventes de blé et les ventes de matériels de transport ...

Le bon résultat des exportations françaises vers l’Egypte résulte essentiellement par :

(i) La reprise des exportations de blé, après une période d’interruption de deux ans, pour un

montant de 156 M€ qui reste néanmoins loin du record exceptionnel de 2015 (340 M€).

(ii) La forte augmentation des ventes de « matériels de transports » à 580 M€, soit le quart des exportations en 2019, est portée par la hausse des « aéronefs et engins spatiaux » (+538% à 422 M€) et de nos ventes automobiles (127 M€), suite à l'abolition des droits de douanes sur les véhicules européens.

Malgré la bonne performance de l'ensemble des postes d'exportation traditionnels, quelques secteurs en baisse (agroalimentaire notamment)

Les exportations françaises traditionnelles, que ce soit les biens de consommation courants ou les biens d'équipements, s'inscrivent globalement en hausse entre 5 et 10% en fonction des catégories. Ainsi les produits pharmaceutiques, santé et cosmétiques, qui représentent 20,3% des ventes françaises à 446 M€, progressent de 9%. Mais derrière ces bons résultats globaux, un poste, en retrait, retient l'attention compte tenu de son fort potentiel : l'agroalimentaire qui, à 129 M€ seulement, s'affiche en baisse de -5,5%.

Une baisse des importations françaises d'Égypte (-5,4% à 728 M€), après trois années de hausse consécutive

Résultats mitigés pour les importations de produits industriels qui représentent 70% du total des importations.

Après quatre années de hausse consécutive, les importations de « produits chimiques » s'inscrivent en baisse de -20% à 208 M€ mais représentent toujours le tiers des achats français à partir d'Égypte. Cette catégorie est composée à majorité d'engrais et composés azotés (1^{er} poste d'importation, 122 M€) et d'autres produits chimiques organiques de base.

On relèvera en revanche la hausse des importations de composants pour l'industrie

automobile, qui augmentent de 25% à 61 M€. Ce montant est encore modeste, mais il a été multiplié par quatre en cinq ans, et traduit l'augmentation régulière du *sourcing* de composants des constructeurs français (cf. l'engagement de Peugeot de porter à 100 M€ son *sourcing* depuis l'Égypte, en partie pour ses usines du Maroc, mais aussi de France).

L'approvisionnement en hydrocarbures à partir d'Égypte augmente régulièrement depuis 2017

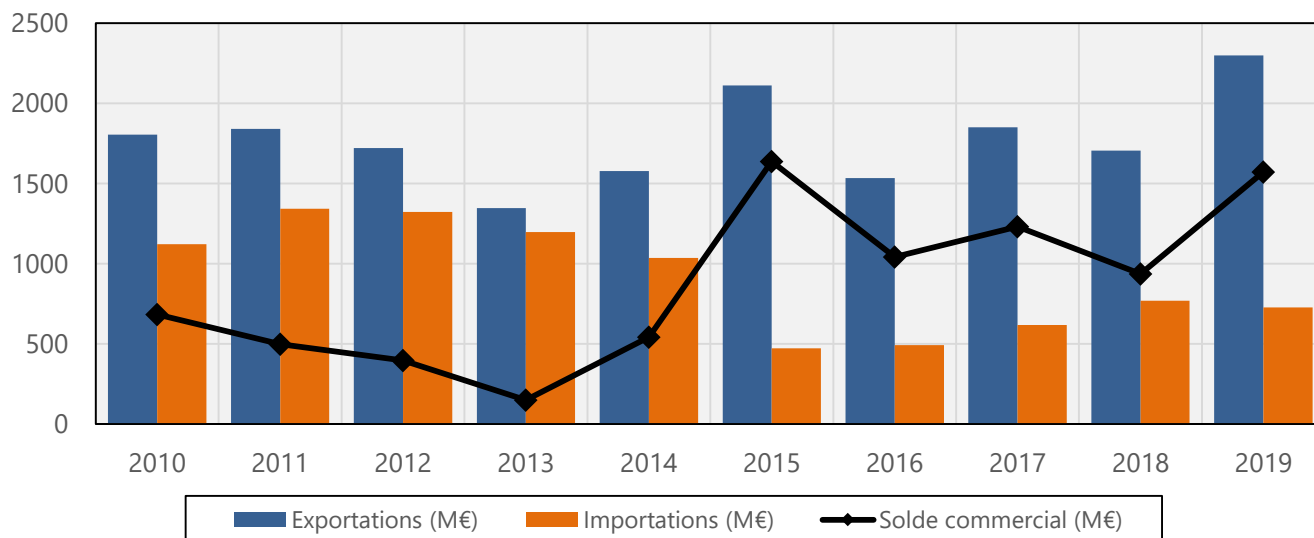
Les hydrocarbures avaient pendant longtemps constitué le premier poste d'importation à partir d'Égypte, avant de tomber à un niveau quasi-inexistant en 2017 suite à la crise énergétique qu'a traversé le pays. 2019 a vu doubler les achats français d'hydrocarbures égyptiens qui se sont établis à 144 M€, soit 19% des importations. Cela coïncide avec l'entrée en production du champ offshore de Zohr et de la reprise des exportations de GLN d'Égypte en 2019.

2019 a été une excellente année pour les échanges commerciaux de la France avec l'Égypte. Pour autant, une partie de ces résultats reste liée à des faits exceptionnels : livraisons dans le domaine spatial et aéronautique et livraisons de blé en particulier. Le potentiel existe pour faire mieux, avec des grands contrats en train de se dénouer et des secteurs encore sous exploités, même si l'année 2020 s'annonce des plus incertaines.

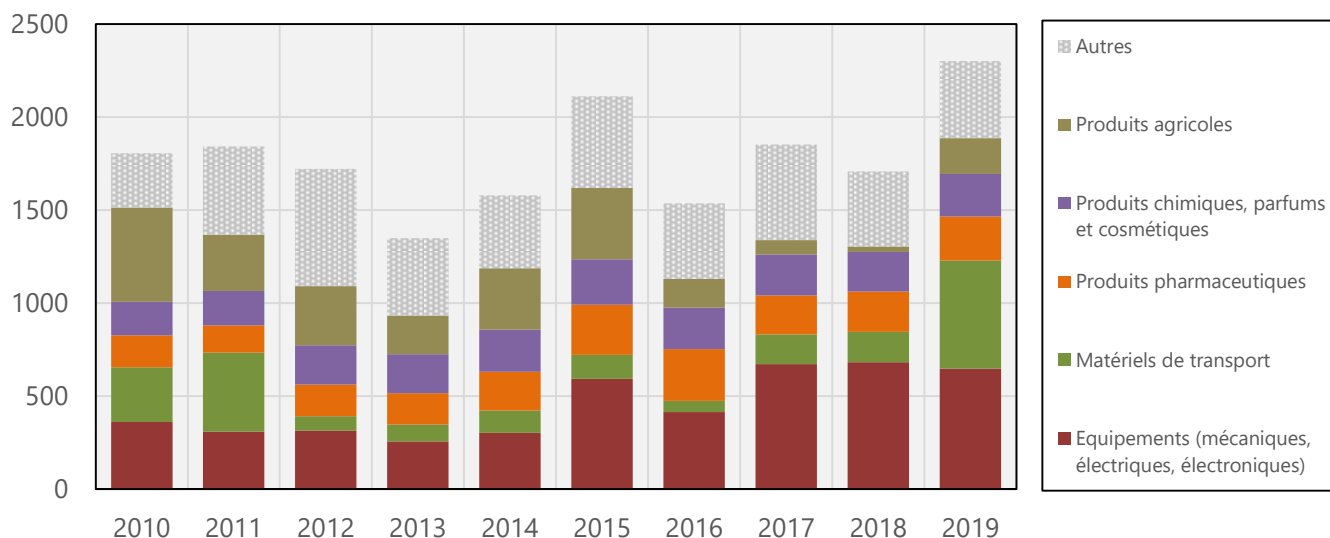
Le Service Economique du Caire

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/eg>

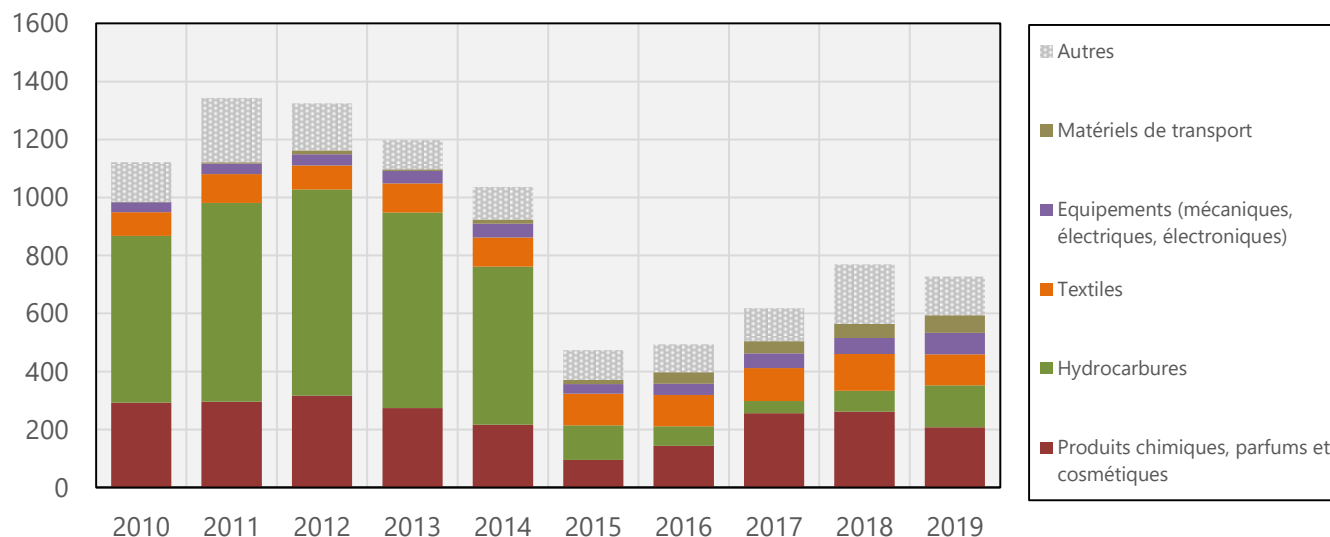
Echanges commerciaux France-Egypte (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers l'Egypte (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des importations françaises d'Egypte (source douanes françaises, millions d'euros)



IRAK

UNE AUGMENTATION SENSIBLE DU COMMERCE BILATERAL

En 2019, les exportations françaises ont significativement progressé, de 44 %, pour s'établir à 427 M€, soit le plus haut niveau constaté depuis 2013. Elles ont même semblé faire preuve d'une certaine résilience au contexte troublé en Irak : depuis le début des turbulences en octobre, elles ont été légèrement plus dynamiques qu'auparavant. Pour autant, elles restent peu diversifiées et apparaissent modestes alors que l'Irak importe la quasi-totalité de ses besoins. De leurs côtés, les importations françaises depuis l'Irak, en quasi-totalité du pétrole, se sont établies à 904 M€ en 2019 et elles ont quasiment doublé en un an, dans le sillage des sanctions américaines contre l'Iran de la mi-2018. Il en ressort un creusement du déficit commercial français, passé de 184 à 477 M€ entre 2018 et 2019.

Une hausse significative des exportations françaises qui atteignent leur plus haut niveau depuis 2013

Une hausse de 44 % à 427 M€ et une certaine résilience aux troubles

En 2019, les exportations françaises ont significativement progressé, de 44 %, pour s'établir à 427 M€, soit le plus haut niveau constaté depuis 2013.

Les exportations de produits métallurgiques et métalliques ont été multipliées par plus de 6 en 2019, à 107 M€, contribuant à plus des deux tiers de la hausse des exportations totales en 2019. Ce résultat reflète une demande accrue en tubes et tuyaux de cuvelage français par les compagnies pétrolières : les entreprises françaises ont su tirer profit de la priorité irakienne donnée aux investissements publics dans ce secteur.

Les exportations de produits agroalimentaires progressent de plus de 71 % en 2019, à 77 M€. Comme lors des années précédentes, elles sont essentiellement tirées par la demande de lait infantile français.

Les exportations de produits chimiques, parfums et cosmétiques affichent une hausse de 37 % en 2019, à 50 M€. La demande d'herbicides et d'engrais, notamment en provenance des régions agricoles du nord de l'Irak, a largement soutenu les exportations françaises. Par ailleurs, les parfums et cosmétiques français sont de plus en plus prisés en Irak : les entreprises françaises, qui dominent le marché mondial, sont toujours plus sollicitées par des sociétés irakiennes, désireuses de distribuer leurs produits localement.

Les exportations d'équipements mécaniques et électriques enregistrent une hausse de 13 % à 80 M€. La demande pour ce type d'équipements s'explique par les efforts de reconstruction du pays.

De tous les grands postes, seuls les produits pharmaceutiques ont enregistré un reflux en 2019 : -23 % à 81 M€. Cette contreperformance s'explique par un report d'une partie de la demande irakienne vers des pays producteurs à bas coût. En particulier, l'agence publique Kimadia recourt de plus en plus à des vaccins contre la grippe produits en Inde.

Les exportations françaises en Irak ont même semblé faire preuve d'une certaine résilience au contexte troublé en Irak : depuis le début des turbulences en octobre, elles ont été légèrement plus dynamiques qu'auparavant. Les manifestations en Irak, qui ont débuté le 1^{er} octobre, se sont traduites par le blocage partiel de plusieurs infrastructures et, en particulier, le port d'Um Qasr, ce qui a affecté le trafic de

containers (-8 % en 2019). Malgré cela, les exportations françaises en Irak ont été supérieures en moyenne mensuelle après le 1^{er} octobre.

Les exportations françaises restent cependant peu diversifiées et, malgré leur hausse, apparaissent modestes au regard des besoins de l'Irak

Les cinq postes précédents concentrent plus de 90 % des exportations françaises. Par ailleurs, les statistiques du commerce extérieur irakien ne sont pas connues pour 2019 mais, en 2018, la part de marché de la France était particulièrement faible : à 0,7 %, elle faisait de la France le 21^e fournisseur de l'Irak. Le rebond des ventes françaises en 2019 devrait toutefois améliorer ce classement.

Les importations françaises sont toujours essentiellement constituées d'hydrocarbures

Les importations, composées à 99,9 % d'hydrocarbures, se sont établies à 904 M€ en 2019 ; elles ont quasiment doublé en un an, dans le sillage des sanctions américaines sur l'Iran de la mi-2018.

En mai 2018, les Etats-Unis annoncent leur retrait de l'accord sur le nucléaire iranien et rétablissent les sanctions contre l'Iran. Dans ce contexte, la France a fait évoluer ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures, au bénéfice de l'Irak notamment : ses importations irakiennes de pétrole sont passées de 127 M€ en 2017 à 480 M€ en 2018. Les sanctions américaines jouent ensuite à plein en 2019 : les importations d'hydrocarbures en provenance d'Irak ont crû de 88 % à 903 M€ en 2019, dépassant les niveaux atteints avant 2015, année coïncidant avec la signature de l'accord sur le nucléaire iranien et le début des troubles en Irak.

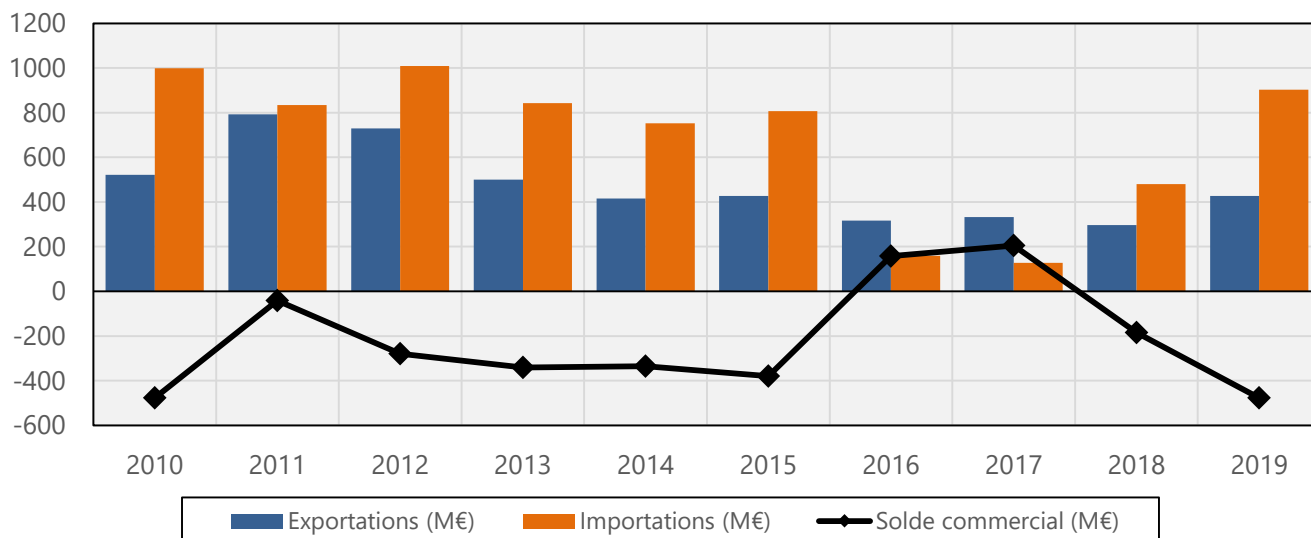
Le solde commercial français est déficitaire depuis 2018 et s'est creusé en 2019

Malgré la hausse des exportations françaises, le solde commercial est resté en territoire négatif en 2019 : il s'établit à -477 M€ contre -184 M€ en 2018.

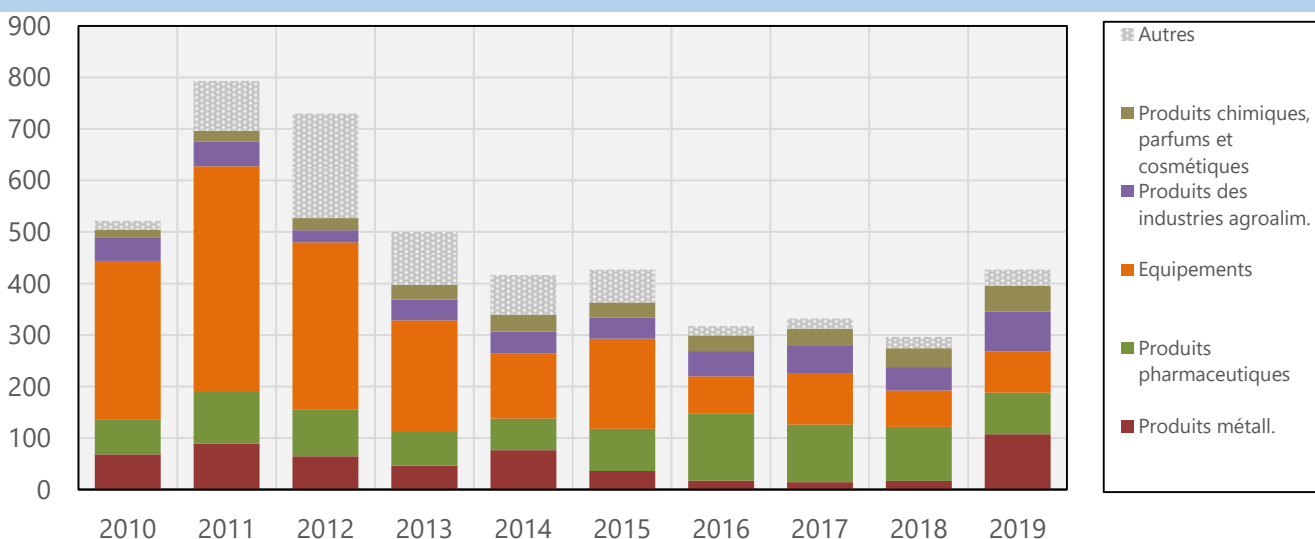
Le Service Economique de Bagdad

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/iq>

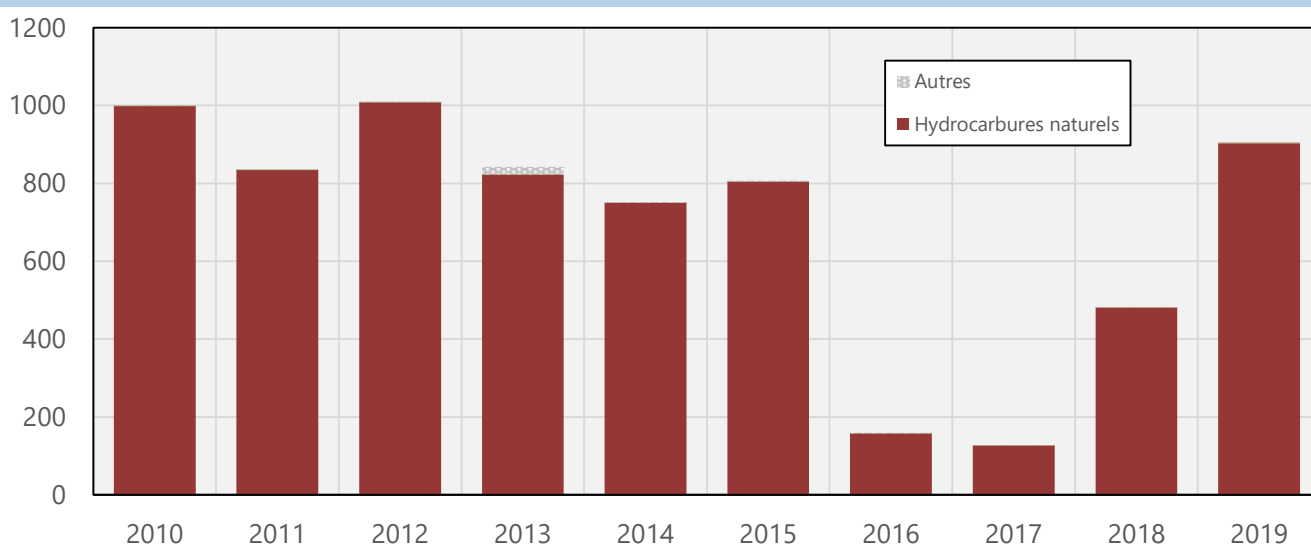
Echanges commerciaux France-Irak (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers l'Irak (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des importations françaises d'Irak (source douanes françaises, millions d'euros)



IRAN

A L'ÉPREUVE DES SANCTIONS, DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AU PLUS BAS

Les effets des sanctions américaines se sont pleinement ressentis sur les échanges commerciaux franco-iraniens en 2019 qui plongent de 83%. Les exportations ont atteint 376 M€, ce qui nous renvoie à des niveaux proches de ceux de la guerre Iran-Irak. En l'absence d'enlèvement de pétrole, les achats français d'Iran sont devenus négligeables (38 M€ soit 0,01% du total des importations françaises), ce qui fait de l'Iran le 119^{ème} fournisseur de la France. Le solde de la balance commerciale redevient excédentaire (329 M€). La France résiste moins bien que ses concurrents directs et recule du 3^{ème} au 4^{ème} rang des fournisseurs européens.

Les échanges commerciaux entre la France et l'Iran ont chuté de près de 83% en un an, pour atteindre un plus bas historique depuis plus de 30 ans en 2019

Le montant des échanges de biens entre les deux pays s'élevait à 422 M€ à la fin de l'année 2019, contre 2,4 Mds€ en 2018 et 3,8 Mds€ en 2017. En deux ans seulement, les échanges franco-iraniens ont été divisés par neuf alors que la signature de l'accord de Vienne s'était traduite par une multiplication des échanges par sept entre 2013 et 2017, faisant de l'Iran un partenaire commercial comparable à l'Australie ou à l'Indonésie et avec des perspectives très prometteuses. En 2019, l'Iran n'est plus que le 94^{ème} partenaire commercial de la France, derrière Macao et devant l'Islande.

Le déclin des exportations françaises vers l'Iran s'est poursuivi (-56,7% contre -42% en 2018).

La baisse est marquée pour tous les secteurs visés par les sanctions extraterritoriales américaines alors que les secteurs hors champ des sanctions sont inégalement touchés.

Sous l'effet du renforcement des sanctions américaines, les exportations françaises ont été ramenées de 868 M€ à 376 M€ entre 2018 et 2019 (contre 1,5 Md€ en 2017), soit leur plus bas niveau depuis la guerre Iran-Irak. Les exportations d'aéronefs et de pièces détachées pour automobiles (déjà affectées en 2018, bien qu'elles soient restées les 2^{ème} et 3^{ème} postes d'exportation) ont été réduites quasiment à néant en 2019, passant respectivement de 97 M€ à 2 M€ (-98%) et de 79 M€ à 3 M€ (-96%).

Dans la zone « grise » des sanctions, la catégorie des « autres produits chimiques » résiste mieux, passant de 80 M€ à 43 M€ (-46%). Les machines industrielles et agricoles qui étaient restées dynamiques en 2018 (+29% pour atteindre 142 M€ soit 16% des ventes), reculent fortement en 2019 (-89% à 16 M€).

La situation est plus contrastée pour les secteurs non directement sanctionnés par les Etats-Unis. Les produits pharmaceutiques restent le 1^{er} poste à l'export mais reculent de -11% en valeur pour s'établir à 131 M€ (après -25% à 147 M€ en 2018). Leur poids relatif dans les exportations totales progresse toutefois sensiblement à 35% contre 17% en 2018. Les produits agroalimentaires affichent une baisse de -13% à 28 M€, ils ne représentent que 4% du total contre 7% l'année précédente. Seuls les produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et aquaculture s'inscrivent en forte hausse (+126%, à près de 50 M€) et représentent désormais le 3^{ème} poste export et 12% des exportations, contre seulement 2% en 2018.

L'Iran est le 82^{ème} client de la France en 2019 (55^{ème} en 2018) devant la Lettonie, le Mali et la République du Congo, et derrière le Pakistan,

l'Estonie et Madagascar (au 10^{ème} rang à l'échelle du Proche et Moyen-Orient).

Structurellement composées à 95% de pétrole brut, les importations françaises de produits iraniens ont été réduites à leur portion congrue depuis juillet 2018.

Sur l'année 2019, elles affichent un recul de -97% en g.a, ramenées de 1,56 Md€ à 46 M€. Hors hydrocarbures, nos importations d'Iran ont été divisées par deux en 2019 (-55%), impactées elles aussi par les sanctions américaines. Elles se répartissent en trois tiers : des produits agricoles (15 M€, -45%), des produits agroalimentaires (16 M€, +13%) et autres produits industriels (12 M€, -57%). Alors qu'il était le 48^{ème} fournisseur de la France en 2018, l'Iran apparaît désormais au 119^{ème} rang, derrière la Guinée et devant l'Ethiopie (au 10^{ème} rang pour la région Proche et Moyen-Orient après le Liban et devant la Jordanie).

Le solde de la balance commerciale devient mécaniquement excédentaire, comme il l'a été lors de la précédente période sous sanctions renforcées de 2012 à 2015.

D'un déficit de 687 M€ en 2018, le solde de la balance commerciale françaises revient en territoire positif pour s'établir à 329 M€ en 2019. C'est le 29^{ème} excédent dans le monde derrière la Colombie (26^{ème}) et l'Ukraine et (27^{ème}) et devant l'Afrique du Sud (28^{ème}) ou encore le Koweït (33^{ème}).

La France recule d'un rang au niveau européen et reste parmi les pays les plus impactés par les sanctions américaines compte tenu de la structure de ses échanges

La valeur des échanges entre l'UE28 et l'Iran a été ramenée de près de 14 Mds€ en 2018 à 5,2 Mds€ en 2019, soit une baisse de -62,7%. Les importations de l'UE28 ont été divisées par plus de treize, passant de 9,5 Mds€ à 701 M€ (soit

seulement 15,5% des échanges avec l'Iran). Les exportations du bloc européen ont été divisées par deux, passant de 8,9 Mds€ à 4,5 Mds€ sur la période. Si les ventes de l'Allemagne et de l'Italie avaient bien résisté en 2018 (respectivement -8% et -3% contre -40% pour l'Hexagone), en 2019 leur recul est plus proche du niveau observé pour la France (-37% et -42% vs. -57%). En valeur, les exportations allemandes et italiennes vers l'Iran restent respectivement 4,5 et 2,6 fois supérieures à celle de la France (1,71 Md€ et 986 M€ vs. 384 M€). Les meilleures performances commerciales de l'Allemagne et l'Italie s'expliquent par leurs spécialisations sectorielles, la taille et les stratégies industrielles de leurs opérateurs mais aussi des correspondances bancaires avec l'Iran plus résilientes.

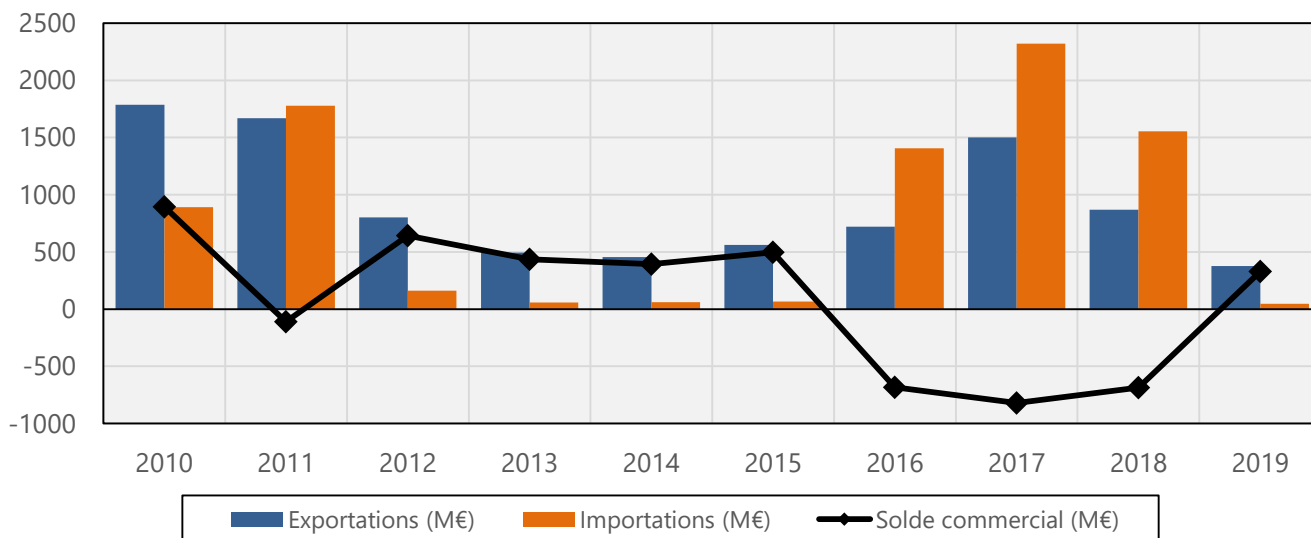
La France passe du 3^{ème} au 4^{ème} rang des fournisseurs européens et compte pour 7% des exportations européennes vers l'Iran (contre 6% en 2018), après l'Allemagne (33% vs. 37% en 2018), l'Italie (19% vs. 12%) et les Pays-Bas (10% vs. 5%), mais devant l'Espagne (6% vs. 4%) et la Belgique (*statu quo* à 5%).

La contraction globale de la demande iranienne et les effets directs et indirects du renforcement des sanctions américaines auront pesé lourdement sur les échanges commerciaux franco-iraniens en 2019. Secteur structurant la relation bilatérale depuis le début des années 2000 et deuxième poste d'exportation en 2018, le secteur automobile est à nouveau durement touché par le retour des sanctions américaines. Etroitement corrélé à l'évolution des achats pétroliers à l'Iran, le solde commercial devrait rester en territoire positif en 2020, à moins d'une levée des sanctions visant les hydrocarbures, ce qui paraît peu probable dans le contexte actuel.

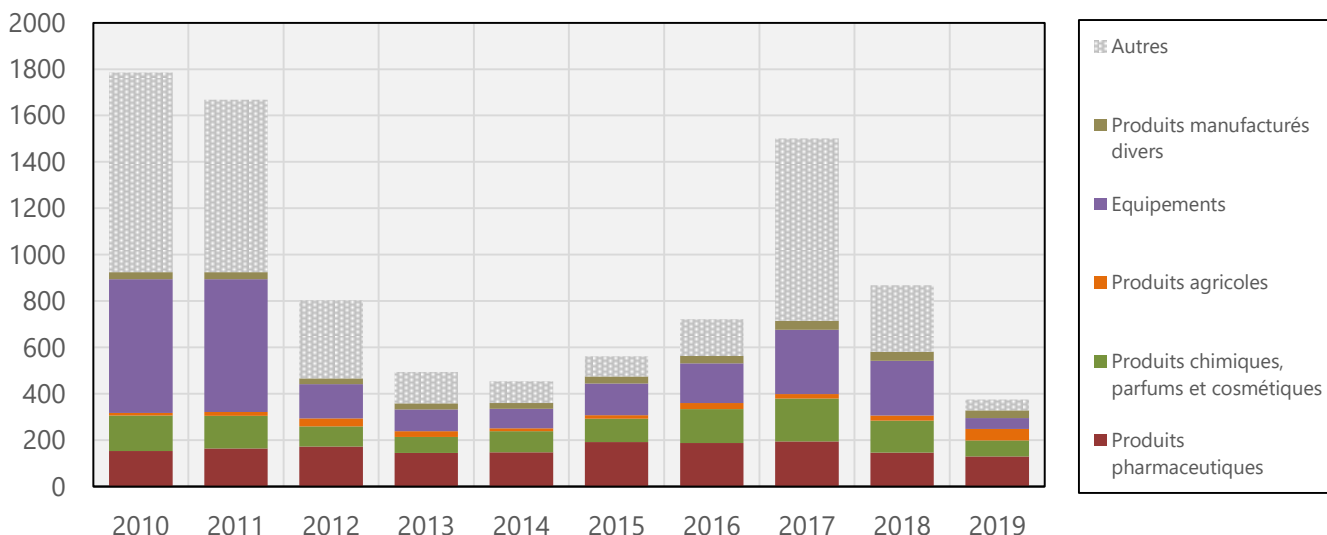
Le Service Economique de Téhéran

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/ir>

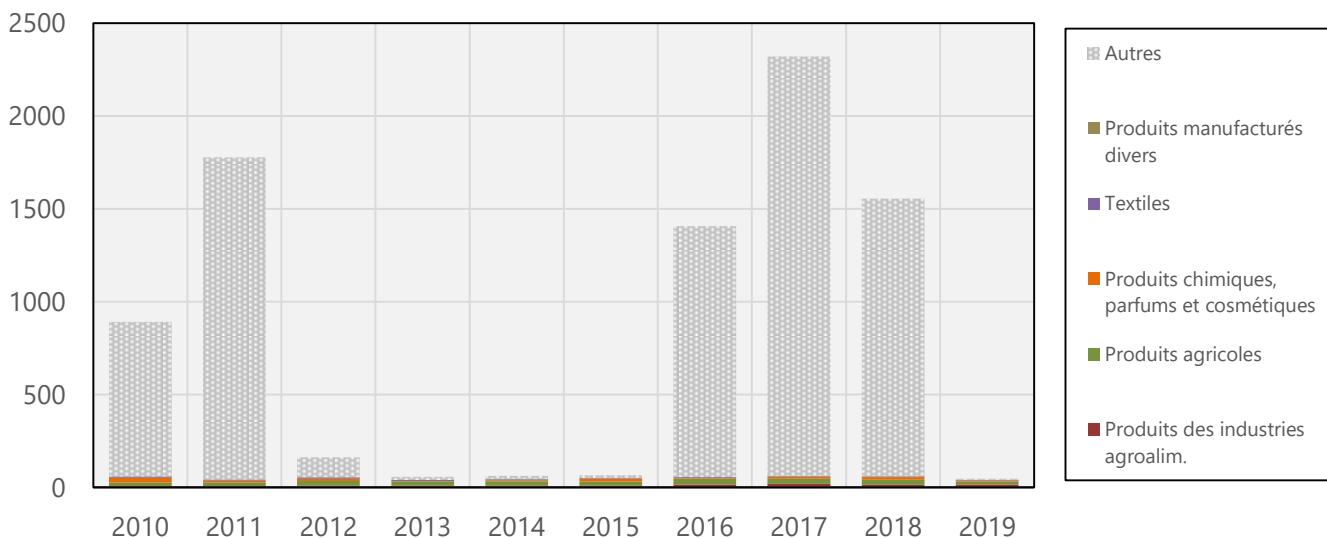
Echanges commerciaux France-Iran (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers l'Iran (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des importations françaises d'Iran (source douanes françaises, millions d'euros)



ISRAËL

LES ECHANGES COMMERCIAUX ATTEIGNENT UN RECORD EN 2019

Sous l'effet d'une progression comparable des flux de biens, le solde de la balance commerciale demeure française excédentaire et s'établit au même niveau que l'an dernier, à 231 M€. Israël est le 48^{ème} client de la France et son 49^{ème} fournisseur. Selon les estimations préliminaires du FMI, la France serait le 10^{ème} fournisseur d'Israël, sa part de marché s'établissant à 2,7% en moyenne sur les 11 premiers mois de 2019, après 2,9% en 2018.

Les exportations françaises ont progressé de 6,3% en 2019 pour atteindre le record de 1,54 Md€

Israël est le second client de la France, après l'Égypte, parmi les pays du Levant. Les exportations vers Israël ont cru de 6,3% en 2019 (1,54 Md€) et surpasse, de peu, le record établi en 2017 (1,52 Md€). Cette hausse est nettement plus soutenue que la croissance annuelle moyenne des exportations françaises vers Israël sur la période 2008-2018 (2,9%) et que la croissance de l'ensemble des exportations vers le reste du monde en 2019 (+2,9%).

Cette dynamique est principalement le résultat d'une bonne tenue des trois principaux postes d'exportation, à savoir les « équipements mécaniques, le matériel électrique, électronique et informatique », les « produits chimiques, parfums et cosmétiques » et les « matériels de transport » qui représentent respectivement 23,2%, 21,7% et 21,5% du total des exportations.

Plus précisément, les ventes d'aéronefs (8% des exportations) enregistrent l'augmentation la plus importante en atteignant 123 M€ (+126% en glissement annuel). La livraison d'un Airbus A321neo à la compagnie israélienne Arkia en juin 2019 en est la principale cause. Les exportations

de véhicules automobiles, qui représentent 11,6% du total des exportations vers Israël, sont en hausse de 5,8% à 178 M€. Les ventes de parfums et cosmétiques (8,5% des exportations vers Israël, +14,6% à 130 M€) et celles des préparations pharmaceutiques (6,2% des exportations vers Israël, +9,4% à 95 M€) se démarquent aussi nettement.

Le recul des flux de produits chimiques (3,6% des exportations vers Israël, -6,6% à 55 M€) est le principal poste « négatif ».

Les importations françaises ont enregistré une hausse de 7,5% pour s'établir à 1,31 Md€

Avec un volume d'importations d'1,31 Md€ en 2019, Israël constitue le premier fournisseur de la France parmi les pays de la région.

Les importations en provenance d'Israël, en hausse de 7,5% sont principalement composées « d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique » (24,6%), de « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (20%) et de « produits agricoles » (13,2%). Ce dernier poste a affiché la croissance la plus importante (+29%). Les achats de pesticides et autres produits agrochimiques (9,6% de nos importations, +45,2% à 126 M€), de fruits tropicaux (6,3% des importations, +51,6 % à 82 M€) et d'agrumes (4,9% des importations, +14% à 63 M€) ont été particulièrement soutenus en 2019.

Parmi les achats en baisse, notons ceux d'articles de joaillerie et bijouterie (-32,3% à 125 M€) qui ne représentent plus que 9,6% des importations, contre 15,3% en 2018.

Si les échanges commerciaux ont atteint leur plus haut historique à 2,84 Mds€ en 2019, l'excédent commercial français reste stable, car structurel, à 231 M€.

Le volume des échanges avec Israël a sensiblement augmenté en 2019 (+6,8%) pour atteindre un record à 2,84 Mds€. Pour rappel, il n'avait progressé que de 2,1% par an en moyenne entre 2008 et 2018 et s'était même contracté en 2018 de 5,8%.

L'excédent commercial français vis-à-vis d'Israël, excédentaire depuis 2015, a, lui, stagné l'année passée à 231 M€ tout en restant supérieur à la moyenne de 150 M€ enregistrée sur la période 2015-2018. Les véhicules automobiles constituent la première source de l'excédent commercial suivi des aéronefs. Israël constitue par ailleurs le 41^{ème} excédent commercial de la France.

Les services représentent une part de plus en plus importante des échanges avec Israël

Conséquence d'une spécialisation dans des secteurs à forte intensité technologique, la balance israélienne de services est structurellement excédentaire depuis le début des années 2000. Israël est le 16^{ème} exportateur mondial de services. Les données d'Eurostat pour 2018 (dernière année disponible) montrent que la part des services dans les échanges franco-israéliens augmente de manière significative et représente désormais plus de 30% du total des flux. Les exportations de services se sont élevées à 579 M€ en 2018 et nos importations à 716 M€, occasionnant ainsi un déficit de 137 M€ vis-à-vis d'Israël.

Les échanges commerciaux entre la France et Israël ne sont pas à la mesure du poids économique de la France, ni du niveau de développement d'Israël. Si le montant des exportations françaises a atteint un record en 2019, celui-ci est très relatif puisqu'il ne représente que 39% des exportations vers les

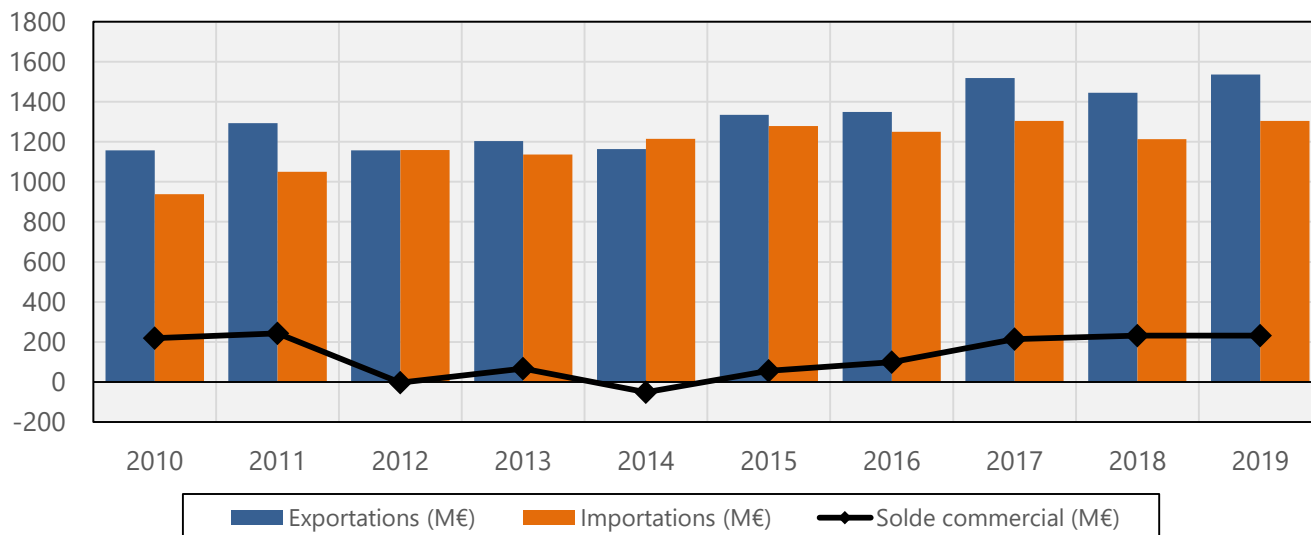
pays du Proche-Orient, alors même que le PIB d'Israël équivaut à près de 50% du PIB total de la zone.

Les perspectives pour l'année 2020 ne sont pas de nature à être optimistes. Au-delà de la crise sanitaire et économique, qui pèsera très sensiblement sur la croissance des échanges mondiaux et sur le commerce franco-israélien, il faudra trouver d'autres relais de croissance pour les exportations françaises dans la mesure où la compagnie israélienne Arkia est en grande difficulté financière, qu'Israël n'a pas de projets d'acquisition et qu'El Al n'a, jusqu'à maintenant, jamais fait appel au constructeur européen.

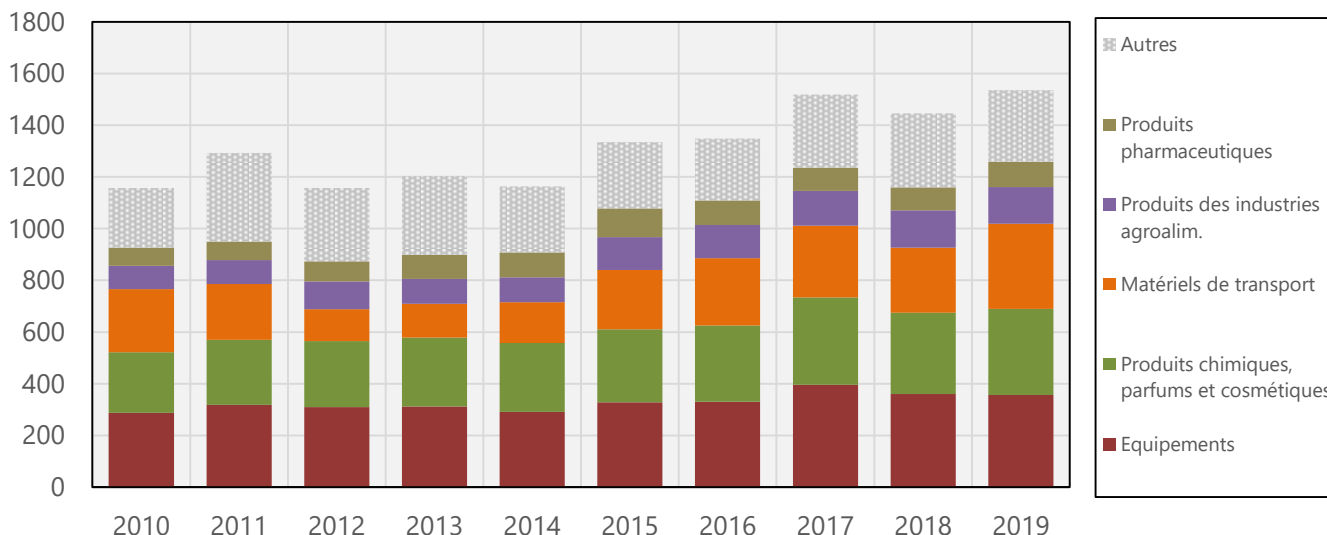
Le Service Economique de Tel-Aviv

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/il>

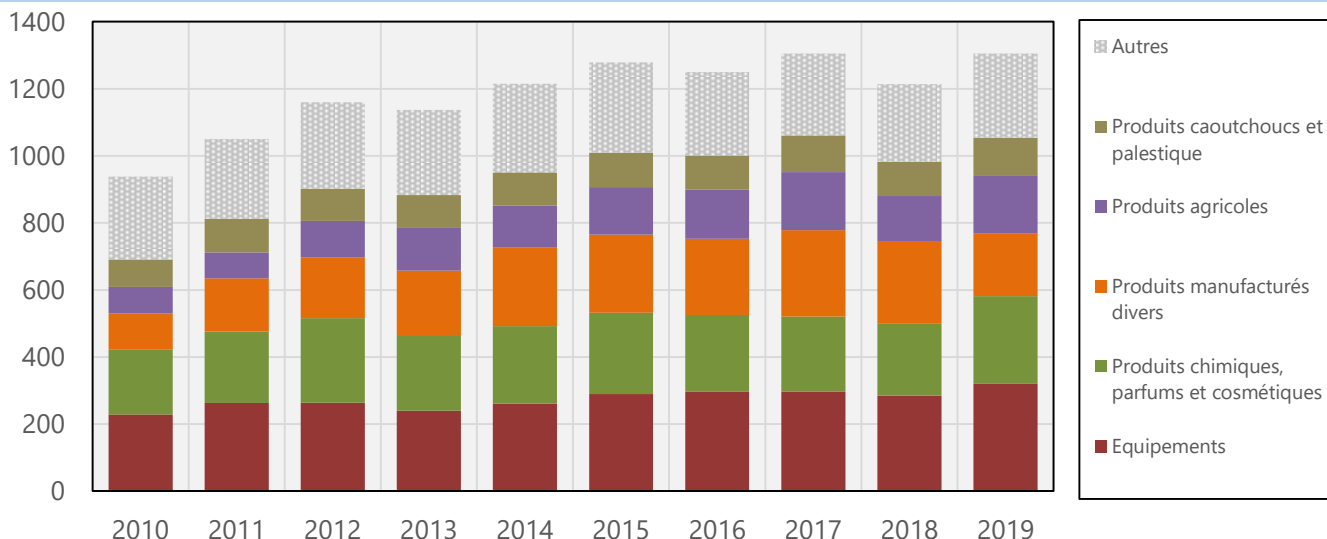
Echanges commerciaux France-Israël (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers Israël (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des importations françaises d'Israël (source douanes françaises, millions d'euros)



JORDANIE

DES ECHANGES COMMERCIAUX TOUJOURS MODESTES

En baisse depuis trois ans, les échanges bilatéraux franco-jordaniens restent modestes au niveau régional mais permettent de dégager un excédent commercial significatif pour la France. Il est en revanche probable que les exportations françaises soient largement sous estimées par les données françaises, un nombre conséquent de produits français étant stockés à Dubaï avant d'être réexportés vers le Royaume.

Des échanges bilatéraux en baisse, mais un excédent qui demeure important

Les échanges bilatéraux franco-jordaniens se sont élevés à 237,4 M€ en 2019 soit une baisse de 8,7%, par rapport à l'année précédente. Cette évolution est imputable aussi bien à la baisse des exportations (-8,3%) qu'à celle des importations (-11,2%). Néanmoins, le commerce bilatéral demeure largement excédentaire (185,8 M€) même si ce flux positif tend à baisser depuis 2016. Le niveau des exportations positionne la Jordanie au 11^{ème} rang des 15 clients de la France au Proche et Moyen-Orient (uniquement devant le Yémen, la Syrie et la Palestine) mais en 8^{ème} position en termes d'excédent commercial.

Les exportations françaises en Jordanie en constante diminution

Pénalisées pour la troisième année consécutive par les difficultés économiques du Royaume et par l'absence de « grands contrats » qui en découle, les exportations françaises se sont élevées à 211,6 M€ et elles ne reposent dorénavant que sur le commerce courant.

Selon les données communiquées par les douanes françaises, les principaux piliers des exportations sont les produits industriels (96 M€, -3,8% par rapport à 2018), les équipements

mécaniques et électriques (45,8M€, -4,7%), les produits des industries agroalimentaires (35M€, +6,8%) et le matériel de transport (19,5M€, +20,3%). Plus dans le détail, on peut noter que les deux produits phares, les médicaments et les parfums, connaissent une baisse sensible (respectivement -15% et -8%) alors que les pièces pour l'aéronautique, les voitures et le matériel médical connaissent de fortes progressions (24%, 21% et 80%). Par ailleurs, le déclin des exportations françaises se traduit par une part de marché qui s'élève désormais à 2,2% contre 2,3% en 2018. Toutefois, la France conserve sa 3^{ème} position par rapport à ses concurrents de l'Union européenne derrière l'Allemagne (4,3%) et l'Italie (3,1%) mais devant l'Espagne (1,7%), la Roumanie (1,6%) et les Pays-Bas (1,2%).

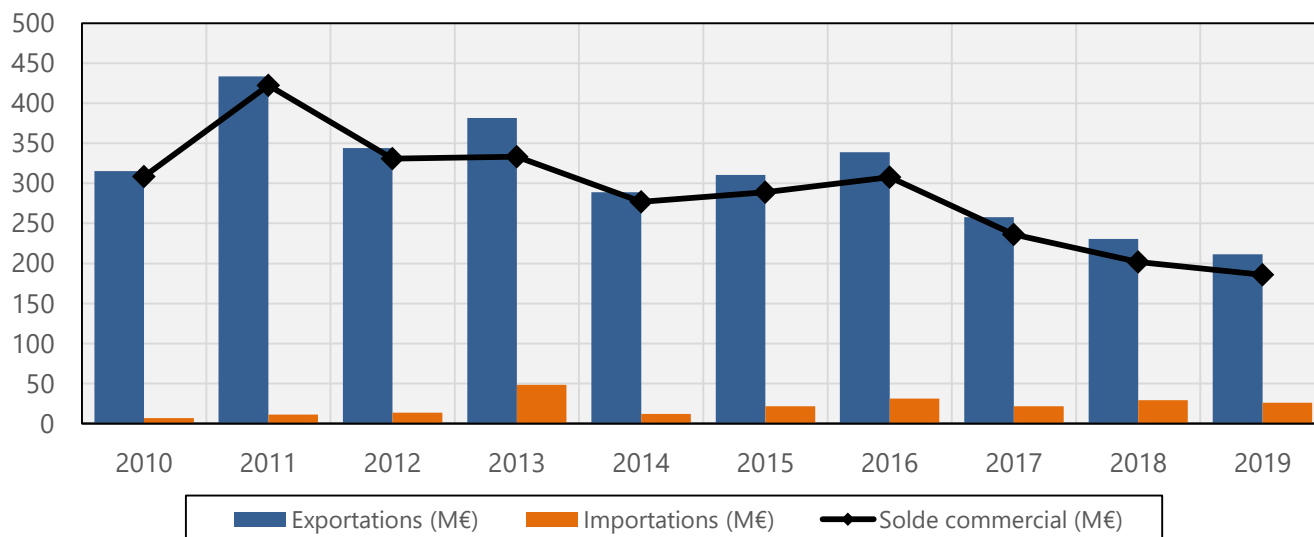
Les importations françaises de Jordanie demeurent modestes

Avec un montant de 25,8M€, les importations françaises en provenance de Jordanie sont globalement 9 fois inférieures aux exportations. Elles reposent sur le phosphate et la potasse (60% du total) et sur les vêtements (18% du total). S'agissant du textile et des vêtements, ce secteur est le seul pour lequel la balance commerciale française vient de devenir déficitaire.

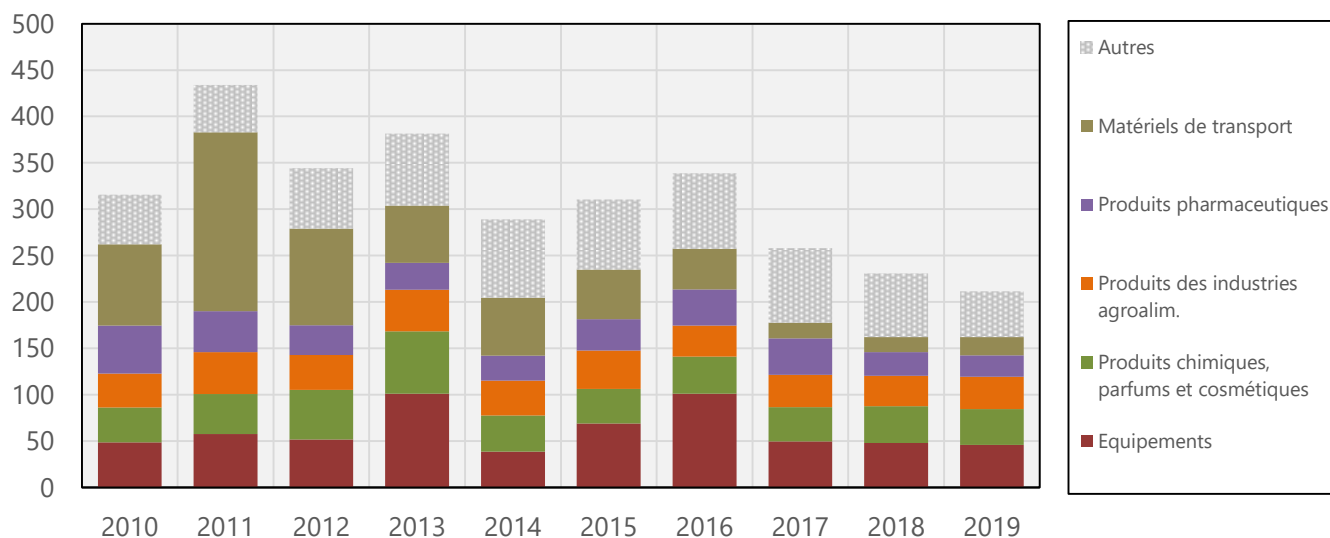
La situation économique délicate que connaît la Jordanie a un impact direct sur les importations du Royaume, tous les grands pays connaissant un recul sensible (Allemagne -12%, Italie -5%, Grande Bretagne -6%).

Le Service Economique d'Amman
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/jo>

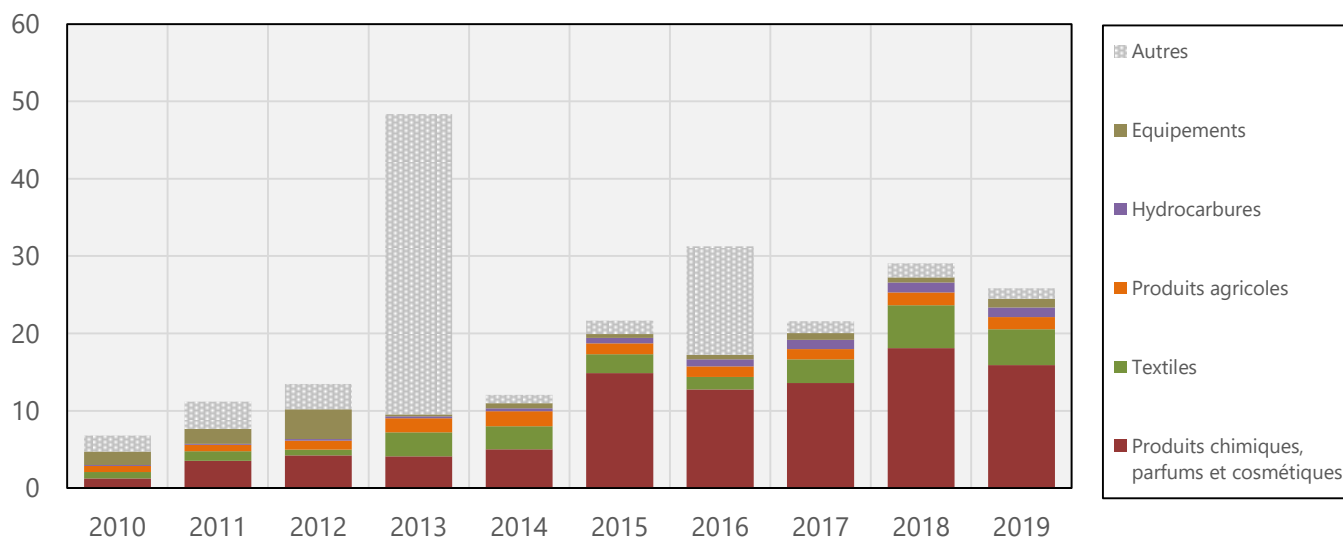
Echanges commerciaux France-Jordanie (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers la Jordanie (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des importations françaises de Jordanie (source douanes françaises, millions d'euros)



LIBAN

LES ECHANGES COMMERCIAUX A L'ÉPREUVE DE LA CRISE FINANCIERE

En diminution régulière depuis 2012, les échanges commerciaux franco-libanais connaissent encore une inflexion significative en 2019, les exportations françaises diminuant de 25% (à 560 M€) et les importations augmentant certes de 13% mais pour n'atteindre que 61 M€. Cela s'explique à la fois par l'évolution de trois secteurs spécifiques dont les montants exportés avaient été particulièrement élevés en 2018, mais également par la contreperformance de l'ensemble des ventes françaises au dernier trimestre 2019 – où la demande libanaise a fortement diminué compte tenu du contexte socio-politique et surtout des restrictions bancaires et des problèmes d'accès au devises.

Les exportations françaises vers le Liban sont en diminution constante depuis 2012 mais l'année 2019 marque une inflexion supplémentaire

La diminution des ventes françaises s'explique entre 2012 et 2016 par l'arrêt des exportations de produits pétroliers en provenance de France ...

Les exportations françaises vers le Liban n'ont atteint en 2019 que 560 M€, leur niveau le plus faible depuis plus de 10 ans (leur niveau moyen étant supérieur à 1 Md€ entre 2010 et 2018). Cette évolution s'inscrit dans la tendance observée depuis 2012, date à laquelle Total a cessé de s'approvisionner depuis la raffinerie de la Mède pour ses livraisons au Liban (priviliégiant celles de Grèce et d'Italie). Cela est dû en conséquence de ramener les ventes françaises de produits pétroliers de 600 M€ en 2013 (47% des exportations) à 12 M€ (2% des exportations) en 2019 et d'expliquer plus des deux tiers de la diminution observée.

... mais tous les secteurs à l'exportation diminuent depuis 2016

Les ventes françaises vers le Liban, hors pétrole, diminuent toutefois sensiblement depuis 2016 puisqu'elles ont été ramenées de 877 M€ en 2016 à un peu moins de 550 M€ en 2019.

Dans ce contexte, 2019 reste une contreperformance, en particulier depuis le dernier trimestre 2019

A cet égard, les exportations françaises ont connu une nette contreperformance en 2019, bien au-delà des tendances observées depuis 2012 puis 2016. Les ventes françaises ont en effet diminué de plus de 25% en une seule année (la diminution annuelle la plus importante depuis plus de 10 ans). Cela s'explique par la conjugaison de deux facteurs.

Le premier est la diminution de trois postes importants qui enregistrent une diminution de 124 M€ sur une seule année : les matériels de transport (-55 M€, correspondant à une livraison en mai 2018), les produits pétroliers raffinés (-44 M€, correspondant à trois livraisons aux mois d'avril, mai et novembre 2018, aucune livraison n'ayant eu lieu en 2019) et les hydrocarbures naturels (-25 M€ car, de même façon, une livraison isolée en janvier 2018 n'a pas été répétée depuis).

Le second facteur est la contreperformance de l'ensemble des secteurs à l'exportation (c'est-à-dire les secteurs de commerce dit « courant ») tout au long de l'année et plus spécifiquement au cours du dernier trimestre 2019. A l'exception des produits chimiques, parfums et cosmétiques (premier poste des ventes françaises au Liban à 111 M€) qui connaissent une hausse de 15% en 2019, tous les autres secteurs connaissent une

diminution comprise entre 5% et 50%. Cette évolution a été observée tout au long de l'année (les exportations ont diminué de 23% au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, soit avant le début des événements du 17 octobre au Liban) et s'explique en partie par la crise économique et financière dont les prémices (diminution de la demande domestique et raréfaction de la ressource en devise) se sont fait sentir dès le début de l'année 2019. La chute a néanmoins été encore plus brutale depuis le mois d'octobre 2019 pour tous les secteurs. A titre d'illustration, les ventes françaises de produits des industries agroalimentaires ont ainsi diminué de 31% en octobre, 57% en novembre et 71% en décembre et celles de textiles de 38%, 57% et 68% sur les mêmes périodes. Cette accélération s'explique par les strictes mesures de contrôle des capitaux mises en place au dernier trimestre, qui s'ajoutent à la situation déjà dégradée qui prévalait dans le pays.

La structure et le niveau des importations françaises du Liban évoluent peu, ce qui contribue à un excédent commercial structurel en faveur de la France

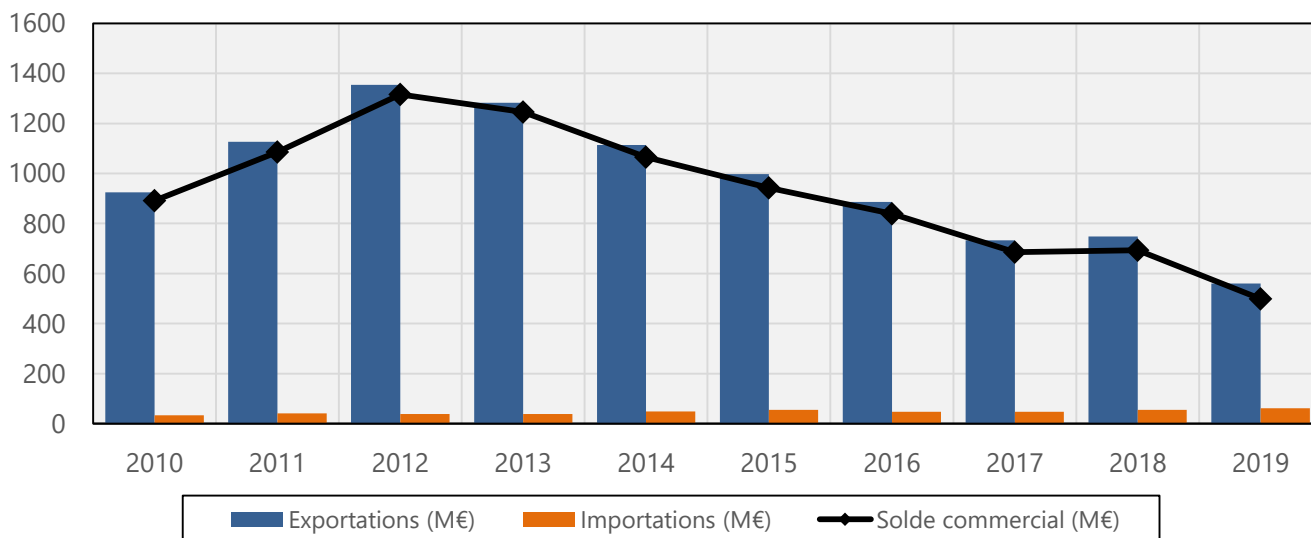
Si les importations françaises du Liban s'établissent à un niveau record depuis 10 ans (+13% en glissement annuel), elles ne s'élèvent qu'à 61 M€. Leur structure évolue peu, les cinq mêmes premiers secteurs représentant toujours plus de 80% des importations.

Ce déséquilibre des échanges commerciaux (qui s'observe par ailleurs également au niveau global, le Liban affichant un déficit commercial très élevé) se traduit par un important excédent commercial en faveur de la France de l'ordre de 500 M€. C'est cependant son niveau le plus faible depuis plus de 10 ans et une diminution de presque 200 M€ par rapport à 2018.

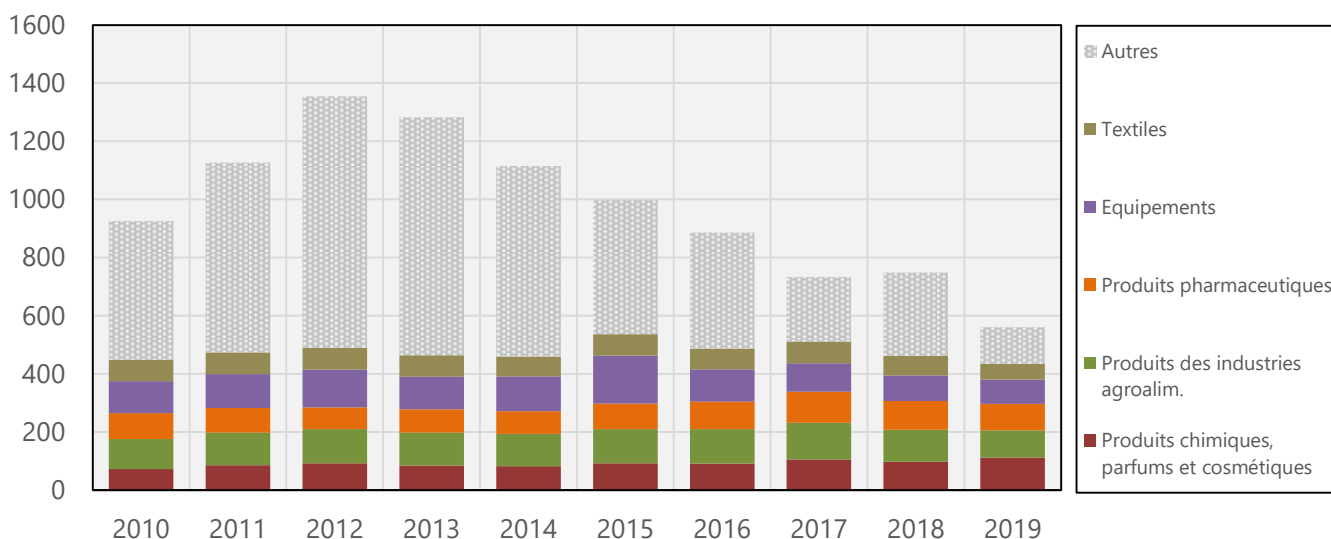
Alors que les échanges commerciaux franco-libanais sont en diminution constante depuis plusieurs années, 2019 marque une nette inflexion toutefois cohérente avec la dégradation marquée de la situation économique et financière du Liban. Cette évolution devrait se poursuivre en raison de la contraction significative de l'activité en 2020 (où la récession pourrait atteindre un niveau compris entre 10% et 20%), de la diminution de la demande libanaise, de l'aggravation des difficultés économiques et financières et de l'impact, dont l'ampleur reste à ce stade une inconnue, de la pandémie.

Le Service Economique Régional de Beyrouth
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/lb>

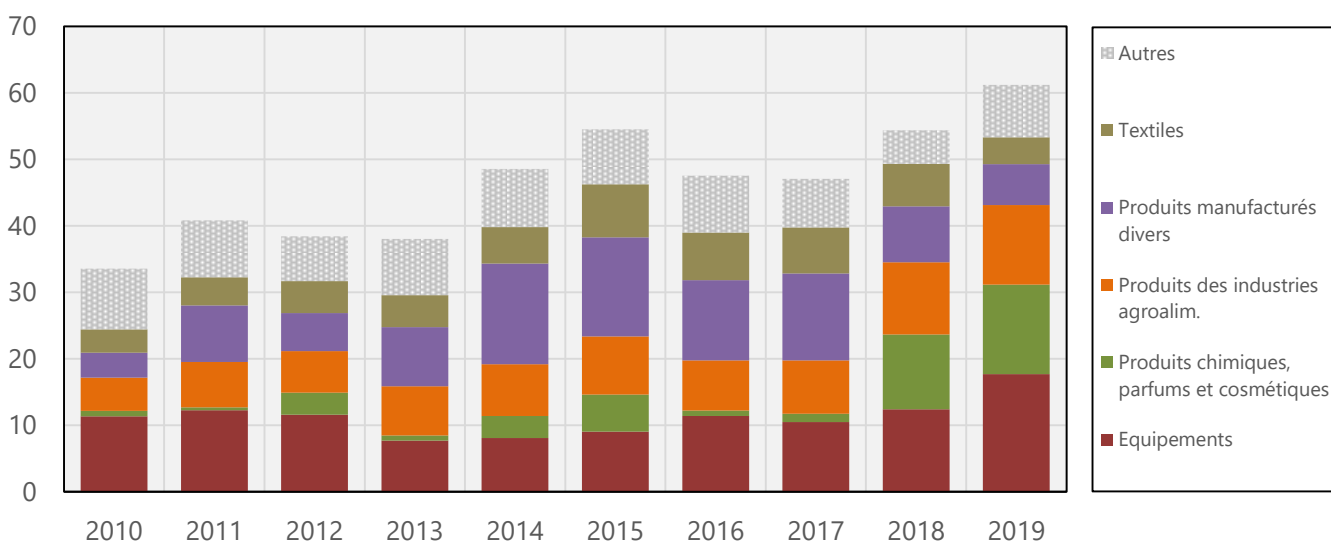
Echanges commerciaux France-Liban (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers le Liban (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des importations françaises du Liban (source douanes françaises, millions d'euros)



PALESTINE

DES ECHANGES COMMERCIAUX TOUJOURS MODESTES

Les exportations et importations françaises vers les Territoires palestiniens ont augmenté respectivement de 13,1% et 61,8% en 2019. Malgré des opportunités réelles, la faiblesse des volumes enregistrés (respectivement 17,7 M€ et 4,8 M€) s'explique par la faible compétitivité palestinienne, les difficultés liées au contexte régional, la taille du marché et la sous-estimation des flux réels par les statistiques douanières tant françaises que palestiniennes. Les échanges commerciaux sont en réalité plus importants (de l'ordre de 100 M€) que ce que montrent les chiffres officiels des douanes françaises, du fait d'un flux important transitant via Israël non comptabilisé dans sa totalité.

Des échanges faibles et mal mesurés par les statistiques douanières

Les échanges bilatéraux mesurés par les douanes françaises (22,44 M€) connaissent une augmentation de 20,8% par rapport à 2018. La faiblesse des échanges s'explique à la fois par la taille modeste du marché palestinien (5 millions d'habitants répartis sur trois marchés fragmentés, un PIB par habitant de seulement 3 600\$,) par les grandes difficultés d'accès liées aux restrictions imposées par Israël, et par la faible compétitivité globale de la production palestinienne qui en résulte.

De plus, les statistiques ne reflètent qu'une partie des échanges réels – une partie des exportations françaises vers la Palestine étant comptabilisée soit, du côté français, comme une exportation vers Israël soit, du côté palestinien, comme une importation en provenance d'Israël, notamment lorsque l'importateur ou le transitaire est israélien. L'absence de frontière entre les Territoires palestiniens et Israël et une prise en compte douanière basée sur des échanges

documentaires encouragent la fraude et rendent difficiles l'évaluation précise des échanges réels.

Les statistiques douanières palestiniennes constatent, sur la base notamment des déclarations des agents israéliens et palestiniens, un volume d'échanges bilatéraux cinq fois supérieur. La France aurait ainsi vendu pour 110,2 M\$ à la Palestine (contre 79,3 M\$ en 2017, soit une hausse de 39% ; et contre 15,6 M€ selon les douanes françaises). Les données palestiniennes montrent également la place prédominante d'Israël qui concentre 83,7% des exportations et 55,5% des importations palestiniennes.

La hausse des exportations françaises en 2019 s'explique en particulier par la forte augmentation des ventes de produits agroalimentaires, équipements électroniques et électriques, et de parfums et cosmétiques, tandis que les exportations automobiles et pharmaceutiques chutent

2019 est la seconde année consécutive de forte progression pour les exportations françaises vers les Territoires palestiniens avec un volume de 17,65 M€ (+13,1% par rapport à 2018). Elles sont essentiellement composées de produits manufacturés. En 2019, les véhicules et pièces détachées restent le premier poste d'exportations françaises (24,2% ; 4,27 M€), en baisse de 27% par rapport à 2018. Ces exportations étaient nulles (malgré des livraisons réelles) avant 2012, ce qui illustre le biais statistique susmentionné (selon les sources palestiniennes, les ventes françaises de véhicules et de pièces détachées s'ont représenté plus de 23 M\$ en 2018).

L'autre principal poste d'exportations (30,4% du total) est les biens d'équipements (5,4 M€, +44%), en particulier les machines industrielles (64% du

poste). Après une forte hausse enregistrée en 2013 (pic de 4,4 M€ dépassé en 2019), ce poste connaît de fortes variations dans les deux sens selon les années en raison de la fluctuation des livraisons sur différents projets industriels et de construction.

Les exportations de produits des industries agro-alimentaires (17,3% du total) augmentent fortement à 3,05 M€ (multipliées par sept par rapport à 2018). Selon les statistiques officielles palestiniennes, les importations de produits alimentaires français figurent à un niveau douze fois plus important (près de 40 M\$, dont environ 25% de produits transformés, 25% de sucre et 25% d'ingrédients de base).

Les importations françaises de produits palestiniens sont principalement composées de produits alimentaires (dates et huile d'olive)

Les importations françaises en provenance des Territoires palestiniens augmentent fortement en 2019 (4,78 M€ ; +61,8%). Les ventes palestiniennes vers la France étaient jusqu'en 2018 très inférieures aux niveaux enregistrés entre 2005 et 2007 (environ 5 M€), avant le blocus imposé à la Bande de Gaza.

Les produits agricoles représentent 88,4% des ventes palestiniennes à la France, principalement les fruits tropicaux et subtropicaux (dates ; 4,1 M€ ; +63,3% soit 86,3% du total), mais aussi quelques plantes, plantes aromatiques et condiments (environ 100 000€). Le reste se compose de produits agroalimentaires, principalement l'huile d'olive (273 000 k€ ; -3,2% ; 5,7%), d'articles en céramique ornementaux, de mobilier en plastique, d'objets en bois, de légumes, de produits de toilette, et de pierres taillées.

Les achats français de produits textiles et de l'industrie du cuir, qui étaient prédominants dans la structure des achats de produits palestiniens

entre 2005 et 2007 (plus de 2 M€), sont quasiment inexistantes depuis 2009, mais augmentent légèrement pour réapparaître dans les statistiques en 2019 (104 000€ ; 2,17% du total).

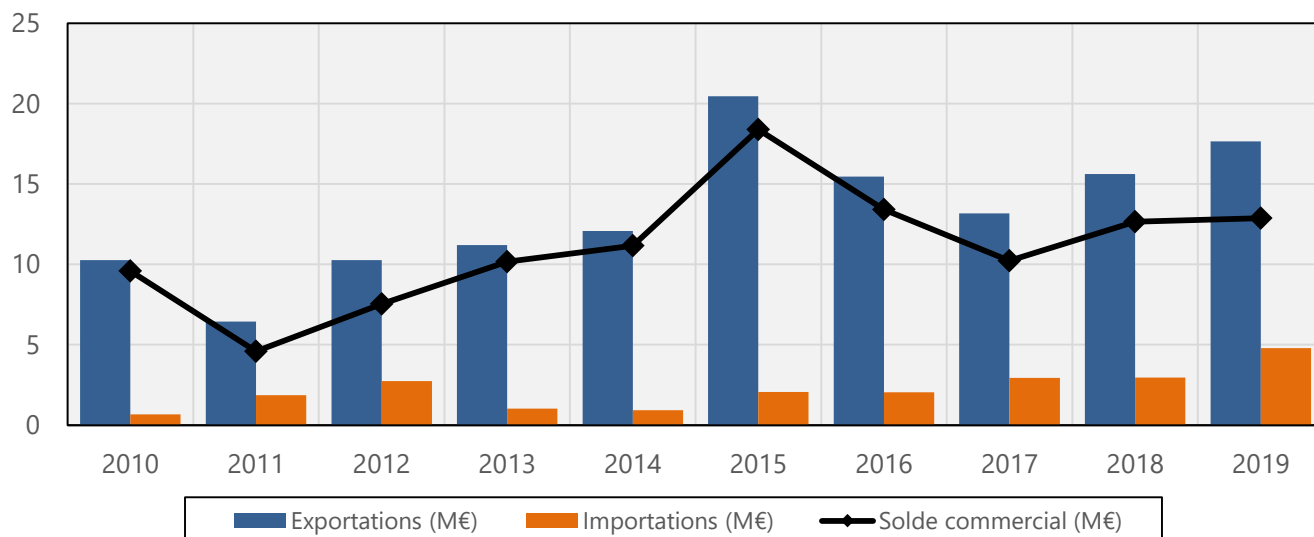
Les statistiques douanières françaises reflètent mal la position de la France dans certains secteurs, notamment dans le secteur automobile où les marques françaises bénéficient d'une position de leader. En complément de ce biais statistique, la faiblesse des échanges doit être fortement relativisée en raison de la prépondérance des échanges avec Israël (qui comprennent une partie des exportations à destination des Territoires palestiniens, ce que mettent bien en évidence les chiffres du Bureau palestinien des statistiques).

Si la part de marché de la France en Palestine (1,7%) est inférieure à celle de l'Allemagne (3,2%) et égale à celle de l'Italie, elle reste supérieure à celle de l'Espagne (1,3%) ou du voisin égyptien (1,4%), et à celles des Etats-Unis (1,04%), de la Suisse (0,85%), des Pays-Bas ou encore du Royaume-Uni, et situe la France au 6^e rang des pays fournisseurs des Territoires palestiniens.

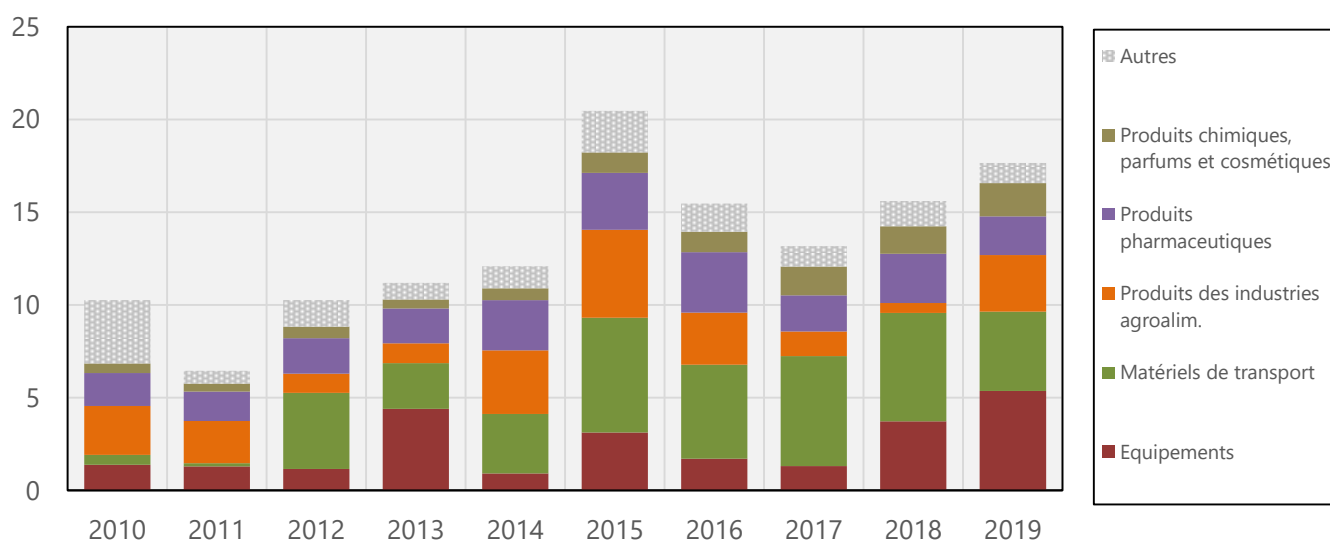
Le Service Economique de Jérusalem

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/ps>

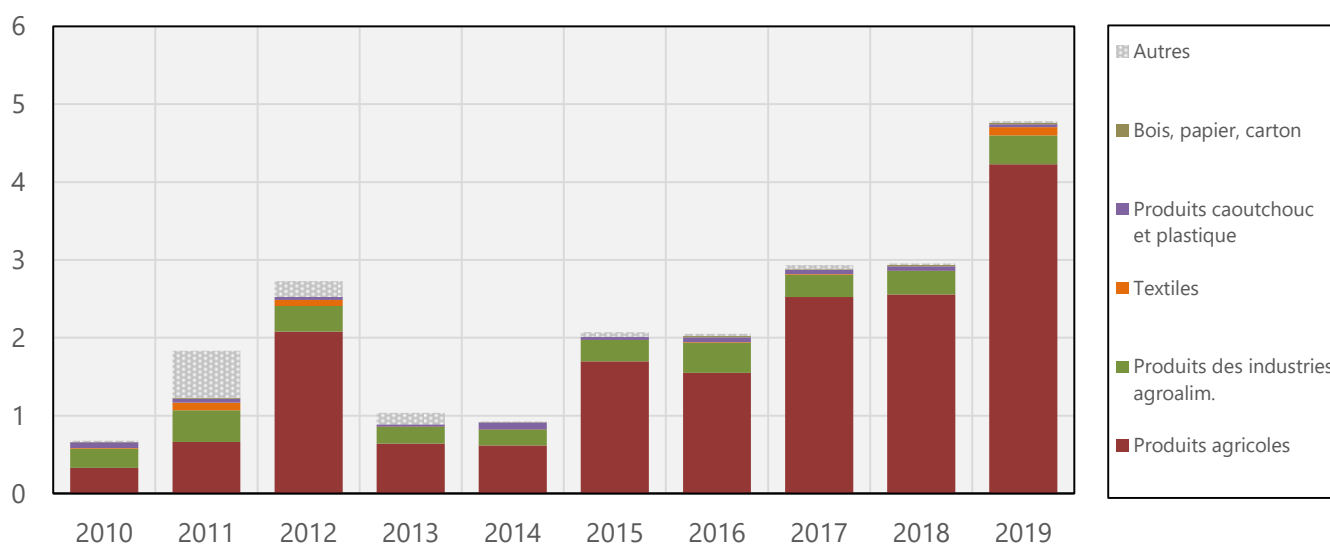
Echanges commerciaux France-Palestine (source douanes françaises, millions d'euros)



Composition des exportations françaises vers la Palestine (source douanes françaises, millions d'euros)

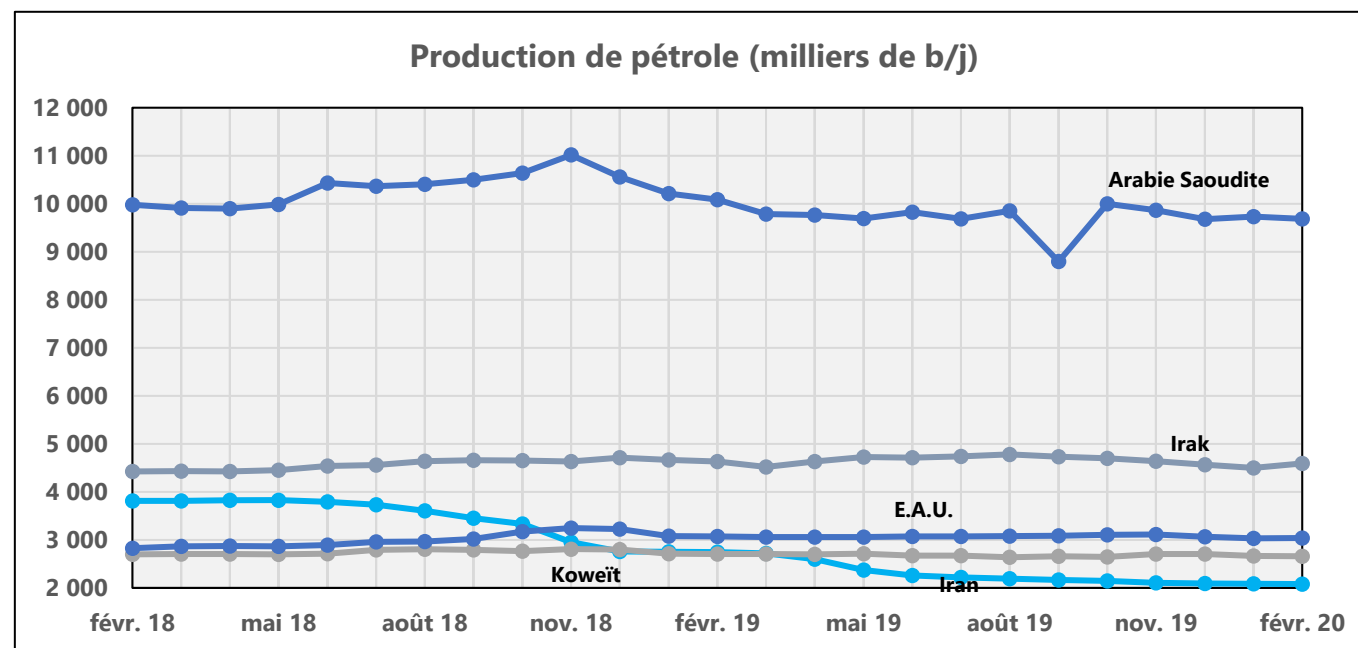
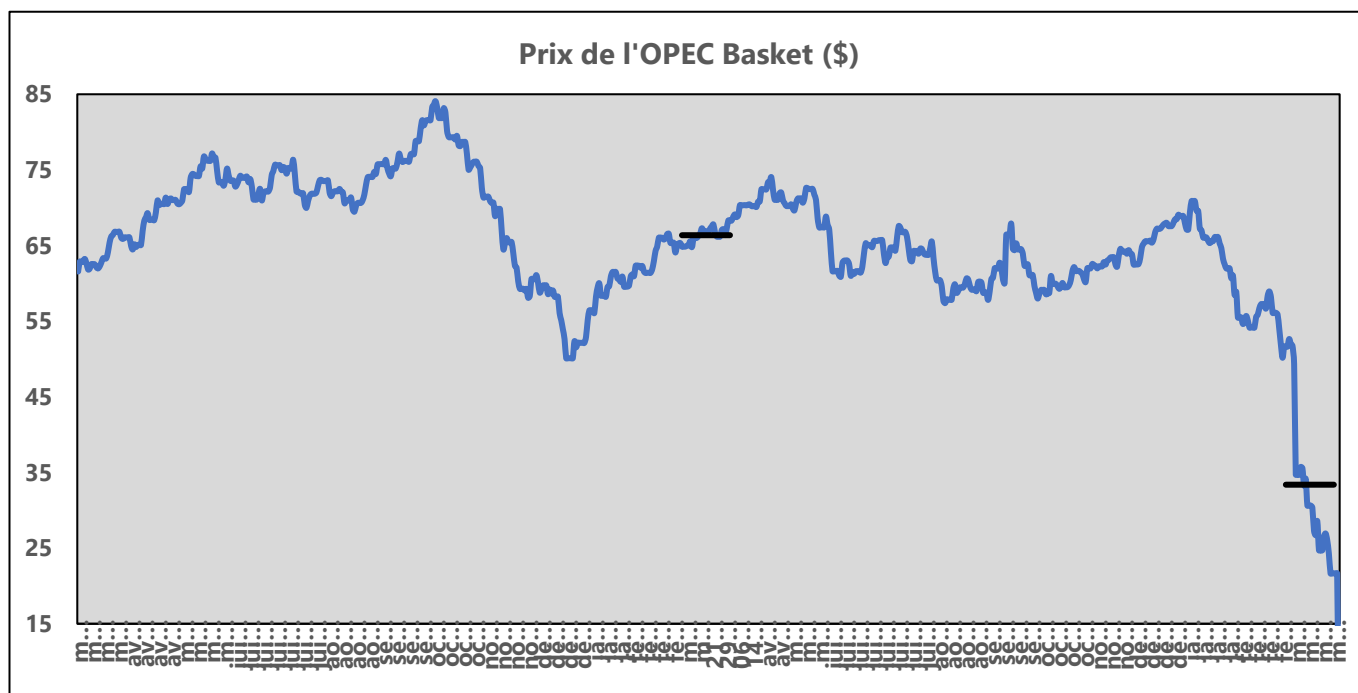


Composition des importations françaises de Palestine (source douanes françaises, millions d'euros)



HYDROCARBURES – INDICATEURS REGIONAUX

PETROLE (source : OPEP)								
PRIX DU BARIL Panier OPEP (\$)		PRODUCTION (pays du Moyen-Orient membres de l'OPEP), milliers de b/j						
			Iran	Irak	Koweït	Arabie Saoudite	Emirats Ara. Unis	Total zone
Mars 2019		Février 2019						
Valeur mensuelle	66,37	Valeur mensuelle	2 743	4 633	2 709	10 087	3 072	23 244
Moyenne 12 mois	69,33	Moyenne 12 mois	3 472	4 567	2 750	10 326	2 999	24 114
Mars 2020		Février 2020						
Valeur mensuelle	33,39	Valeur mensuelle	2 080	4 594	2 662	9 683	3 040	22 059
Moyenne 12 mois	61,03	Moyenne 12 mois	2 253	4 653	2 679	9 697	3 070	22 352
Variation (%)		Variation (%)						
Valeur mensuelle	-49,7%	Valeur mensuelle	-24,2%	-0,8%	-1,7%	-4,0%	-1,0%	-5,1%
Moyenne 12 mois	-12,0%	Moyenne 12 mois	-35,1%	+1,9%	-2,6%	-6,1%	+2,4%	-7,3%





MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Auteur : Service Économique Régional de Beyrouth

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Beyrouth (adresser les demandes à julien.velud@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : julien.velud@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.